

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES
PÉRÉGRINS DÉDITICES

DANS LES PREMIERS SIÈCLES DE LA RÉPUBLIQUE
ET SOUS LE HAUT-EMPIRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences juridiques)

Présentée et soutenue le lundi 2 juin 1930, à 2 heures

PAR

Gilbert MOINIER

Docteur en Droit (Sciences politiques et économiques)
Ingénieur des Arts et Manufactures

Président : M. GIFFARD, professeur
Suffragants : { MM. FLINIAUX, professeur,
PETOT, professeur

PARIS (5^e)
MARCEL GIARD

LIBRAIRE-ÉDITEUR

18, RUE SOUFFLOT, ET 12, RUE TOULLIER

1930

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41555812_0021

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES
PÉRÉGRINS DÉDITICES

DANS LES PREMIERS SIÈCLES DE LA RÉPUBLIQUE
ET SOUS LE HAUT-EMPIRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences juridiques)

Présentée et soutenue le lundi 2 juin 1930, à 2 heures

PAR

Gilbert MOINIER

Docteur en Droit (Sciences politiques et économiques)
Ingénieur des Arts et Manufactures

Président : M. GIFFARD, professeur

*Suffragants : { MM. FLINIAUX, professeur
PETOT, professeur*

PARIS (5°)

MARCEL GIARD

LIBRAIRE-ÉDITEUR

16, RUE SOUFFLOT, ET 12, RUE TOULLIER

1930

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



LES PÉRÉGRINS DÉDITICES

DANS LES PREMIERS SIÈCLES DE LA RÉPUBLIQUE
ET SOUS LE HAUT-EMPIRE

INTRODUCTION

La découverte, en 1910, du papyrus de Giessen, n° 40, qui nous a fait connaître le texte mutilé d'un édit de Caracalla relatif à l'extension du droit de cité romaine, a remis en honneur chez les romanistes et les historiens l'étude des diverses catégories d'habitants que l'on rencontre dans l'empire romain. Les auteurs récents se sont particulièrement efforcés de déterminer ce qu'étaient les « déditices » qui paraissent exclus des dispositions de l'édit. Meyer, dont l'opinion a été adoptée par bon nombre de romanistes, a vu en eux des pérégrins soumis à l'impôt personnel. M. Bickermann a soutenu que, dans l'édit, cette expression s'appliquait à des barbares. Quelques historiens ont même pensé que les déditices dont parle Caracalla étaient non pas des individus mais des villes dont les membres

seraient devenus citoyens romains en même temps que les autres pérégrins.

Il faut bien remarquer que tous ces auteurs se sont presque exclusivement préoccupés de savoir quels étaient les habitants des provinces que l'on pouvait considérer comme des pérégrins déditices sans tenir suffisamment compte des textes du Digeste de Gains et d'Ulpien qui font allusion aux affranchis déditices et aux condamnés et surtout sans chercher à préciser la condition juridique de cette catégorie d'individus. C'est pourquoi nous avons estimé utile de reprendre dans son ensemble, et non plus uniquement à propos de l'édit de Caracalla, l'étude des pérégrins déditices. Nous nous sommes intéressé particulièrement à leur origine, leur évolution et nous nous sommes efforcé de donner une idée claire et précise de leurs statuts, question intimement liée au développement du « jus gentium », droit commun à tous les habitants libres de l'empire.

D'une part, nous verrons que les déditices étaient beaucoup plus nombreux que ne l'ont cru la plupart des auteurs et qu'il est en particulier impossible, au début du III^e siècle, de limiter l'usage de cette expression à une certaine catégorie de barbares. D'autre part, nous constaterons qu'il est possible de dégager un certain nombre de traits communs aux provinciaux pérégrins déditices, aux affranchis déditices et aux condamnés privés du droit de cité. Ce qui nous permettra de donner une définition large et générale du « déditice ».

PREMIÈRE PARTIE

LA NOTION DE PÉRÉGRIN DÉDITICE

Définitions. — D'après Gains on entend par pérégrins déditices *peregrini dediticii* des peuples qui, après avoir pris les armes contre Rome, ont été vaincus et se sont rendus à discrétion (1). Cette définition, étymologiquement exacte, nous renseigne très bien sur les origines de la condition de pérégrin déditice mais elle a le défaut de ne s'appliquer qu'aux *dediticii* de l'époque Républicaine et de ne pas expliquer comment des condamnés ou des affranchis ont pu être rangés dans cette catégorie.

Ulpien nous apprend d'autre part qu'à l'époque impériale le pérégrin déditice est celui qui se trouve en dehors des cadres de l'organisation municipale des provinces romaines. Il n'appartient donc à aucune cité latine ou pérégrine : « Is autem qui « *dediticiorum numero est quoniam nec quasi civis* « *romanus testari potest, cum sit peregrinus, nec*

1. Gains, *Institutes*. l. 14. « *Vocantur autem peregrini dediticii hi qui quondam adversus populum romanum armis susceptis pugnaverunt, deinde victi se dediderunt.* »

« quasi peregrinus, quoniam nullius certæ civitatis
« civis est, ut secundum leges civitatis suæ teste-
« tur (1). »

Suivant M. Meyer, il faudrait voir dans le fait d'être soumis au tribut personnel, *Tributum capitis*, un critérium de la condition juridique de prérégrin déditice. C'est ainsi, d'après lui, que, pour l'Egypte, les *dediticii* auraient été la masse des indigènes, des « λαοί », qui payaient la « λαογραφία » signe de la servitude (2). Cette manière de voir ne nous paraît pas exacte. Tout d'abord aucun texte, à notre connaissance, ne dit ou ne permet de supposer que les affranchis déditices ou les condamnés aient eu à payer l'impôt de la capitation. Nous savons d'autre part que le tribut personnel a existé en Judée sous la forme du « φορος των σομαζων » depuis les temps les plus reculés (3) et que les Juifs le payaient avant la destruction de Jérusalem par Titus, c'est-à-dire à une époque où, possédant une organisation municipale, ils n'étaient certainement pas des pérégrins déditices. Il est enfin démontré que les habitants

1. Ulpien, *Regulæ*. XX, 14. Ce passage est souvent passé inaperçu. M. Jouguet dans *La Vie Municipale dans l'Égypte romaine*, déclare qu'on chercherait vainement un texte donnant le sens exact de pérégrin déditice à l'époque Impériale (p. 354).

Bickevmann pense que la définition d'Ulpien s'applique uniquement aux affranchis déditices (*das Edict des Kaisers Caracalla*, 1926, p. 20 et 22).

2. Meyer, *Das Heerwesen der Ptolémäer und Römer in Egypten* (p. 136).

3. Marquardt, *Organisation financière de l'empire romain* (p. 255).

des métropoles égyptiennes, qui étaient astreints à la capitation, n'ont pas cessé de la payer après l'extension à leur ville du régime municipal qui les élevait au rang de *peregrini certæ civitatis* (1). Les exemples sur ce point abondent : dans un Ostrakon de la haute Egypte, provenant probablement de Thèbes, on voit un « Αὐρηλῖος » c'est-à dire un citoyen romain, payer un tribut de vingt drachmes. A Oxyrhynchus, dans un papyrus de l'année 245, on trouve encore deux *Aurelius* payant chacun un impôt personnel de douze drachmes (2).

De toutes ces définitions nous retiendrons surtout celle qui nous est donnée par Ulpien :

« Le pérégrin déditice est le pérégrin qui n'appartient à aucune cité. »

Evolution de l'idée. — Avant de parler de la *deditio* qui se place à l'origine de cette institution, il est nécessaire de rappeler que les romains ne traitaient pas de la même manière toutes les populations qui, de gré ou de force, leur étaient assujetties. Sous la royauté et au début de la République, des *gentes*, appartenant à des peuplades voisines, avaient parfois été admises dans la cité romaine avec des droits égaux à ceux des anciennes *gentes*. Peu après l'abandon de Rome par le chef étrusque Porsenna,

1. Meyer, *Zur Constitutio Antoniniana*, dans la *Zeitschrift der Savigny Stiftung*, 1926, (t. XLVI).

2. Wilcken, *Grundzüge und Chrestomathie der Papyrskunde* 1912), (p. 206).

le sabin Attus Clausus vint s'installer avec sa *gens*, la future *Gens Claudia*.

Par la suite, le patriciat cessa de se renforcer et de se rajeunir en s'incorporant des *gentes* étrangères et les membres des cités conquises ne reçurent plus tous les droits des citoyens romains. Au cours de la République, un certain nombre de cités d'Italie acquirent la *civitas sine suffragio*, comportant la jouissance des droits civils seuls, non des droits politiques. Il arriva souvent que les romains conférèrent postérieurement le droit de cité complet, ce qui explique pourquoi, jusqu'au II^e siècle avant J. C., le pourcentage des *cives sine suffragio* ne cessa de diminuer (1). Toujours à la même époque des villes furent assujetties à Rome sous forme d'une union militaire perpétuelle et figurèrent dans le groupement sous le titre de *civitates liberæ* ou *federatæ*. Enfin certains peuples vaincus, qui n'avaient pas eu l'habileté de se soumettre à temps à la domination romaine, furent asservis sans aucune autonomie.

A l'époque ancienne la *deditio*, qui consistait dans la soumission au peuple romain, semble n'avoir été qu'un état temporaire, préliminaire nécessaire de la concession de la *civitas sine suffragio*, de la qualité de cité fédérée, ou même, exceptionnellement, pour les habitants d'une nation vaincue, de la réduc-

1. Mommsen, *Droit public*. Trad. Girard, t. VI, 2, p. 183 et suiv.

tion en esclavage. Rome exigeait du peuple qui allait entrer dans la dépendance de l'empire une *deditio* préalable. Ceux qui avaient procédé à cette *deditio* étaient des *dediti* tant que le sénat et le peuple romain n'avaient pas statué sur leur sort. Ces *dediti* ou *dediticii* conservaient, en fait, leur liberté mais, si l'on se reporte à la formule qui nous a été transmise par Tite Live, on constate que la Cité mettait à la discrétion de Rome : ses droits de souveraineté, ses dieux, ses citoyens, ses biens... « eamque deditiois formulam esse : rex interrogavit : estisne vos legati, oratoresque missi a populo Collatino, ut vos populumque collatinum dederetis ? — sumus — Estne populus collatinus in sua potestate ? — est — Deditisne vos, populumque collatinum, urbem, agros, aquam, terminos, delubra, utensilia, divina humanaque omnia in meam populi romani ditionem ? — dedimus — At ego recipio » (1) :

Ainsi, à l'origine, la *deditio* n'était pas la source d'une institution politique et juridique durable ; elle précédait soit la réduction en esclavage par un acte de l'autorité romaine, soit l'élévation au rang de *cives sine suffragio*, soit enfin la reconstitution d'une cité alliée avec l'ensemble des habitants du peuple soumis. Sur ce point M. Bickermann a voulu établir la classification suivante : les *socii* qui

1. Tite Live, I, 38 *Deditio des collatins*. Voir aussi XXXVI, 28, *Deditio des Etoliens*.

seraient entrés volontairement dans l'empire romain, les *dediticii* qui auraient d'abord résisté aux armées romaines et les *captivi* ou habitants des villes prises d'assaut, toujours réduits en esclavage. Cette distinction ne nous paraît pas absolument exacte, car nous savons que la *deditio* pouvait engendrer l'une quelconque des situations énumérées ci-dessus selon le bon plaisir du peuple romain.

C'est seulement vers le milieu de la période républicaine que la situation de *deditice* arriva à se perpétuer. Il advint alors très fréquemment que des peuples de races et d'institutions très différentes de Rome ne se virent pas accorder de statut local après leur *deditio*. Toutefois, tout en maintenant en principe les *dediti* dans l'absence complète de droits qui résulte de la *deditio*, les romains leur laissaient en fait leurs institutions antérieures dans la mesure où leur maintien était compatible avec la domination de la métropole (1).

Dans la Sicile abandonnée par Carthage en 241 avant J.-C., cinquante-sept cités conquises par les Romains furent assujetties à la suite d'une *deditio* et soumises, sans aucune restriction, au gouverneur de la province. On ne rencontrait dans l'île que cinq cités fédérées et trois cités libres (2).

La Sardaigne, tombée définitivement aux mains des Romains en 237 avant J.-C., se trouvait dans une si-

1. Mommsen, *Droit public*, VI, 2, p. 352.

2. Homo, *L'Italie primitive*, p. 390-391.

tuation encore plus défavorable : Aucune ville n'y avait reçu la concession de cité fédérée ou libre (1). Au Cours de la seconde guerre punique, les Campaniens se virent retirer, après leur défection, la *civitas sine suffragio* et furent considérés comme des pérégrins déditices jusqu'à ce qu'un *senatus consulto* de l'année 189 avant J.-C., les eut à nouveau admis au cens romain (2).

Période de transition. — Aucun texte ne nous permet de préciser de quelle manière, ni à quelle époque on passa de la conception ancienne suivant laquelle le pérégrin déditice est l'individu dont la cité ou la peuplade a fait *deditio* et n'a pas encore reçu de statut local à la notion nouvelle où il est considéré comme une personne libre qui n'est rattachée à aucune cité déterminée et qui, en principe, ne peut utiliser que les institutions juridiques appartenant au *jus gentium*. Il est probable que cette transformation s'opéra à la fin de la République ou au début de l'Empire ; nous voyons, en effet, apparaître pendant cette période de nouvelles catégories d'individus que l'on range *numero dediticiorum* et qui répondent dès leur création à la notion classique du déditice. On peut expliquer les faits de la manière suivante :

D'une part, un certain nombre de cités déditices,

1. Homo, *op. cit.*, p. 393.

2. Mommsen, *Droit Public* (Trad. Girard), VI, 1, p. 155-156.

qui avaient conservé, en fait, leur droit propre et même en partie leurs institutions juridiques, finirent, après une lente évolution, par être assimilées aux cités libres (1). Il ne resta plus, dès lors, comme pérégrins déditices, que les habitants des régions où il n'existait pas de régime municipal analogue au régime gréco-romain et où, même avant la conquête, la population ne possédait aucun droit politique (2). En second lieu, dans les crises révolutionnaires qui marquent la fin de la république, en particulier sous la dictature de Sylla, le droit de cité fut enlevé par des lois de circonstance à certaines villes comme Arretium et Volaterræ (3). Ainsi, peu à peu, les Romains admirent cette idée que, tout en conservant la liberté, on pouvait rester étranger à la vie municipale (4).

1. Par exemple des villes dont la condition n'avait pas été fixée par une loi mais auxquelles une certaine autonomie avait été reconnue par une décision du Gouverneur de province confirmée par un *Senatus consulte*. En 189 av. J.-C. un décret du Gouverneur d'Espagne règle le statut des habitants de la région (Mommsen, *Droit Public*, VI, 2, p. 364) ; Cf. Mommsen, VI, 2, p. 385. Les cités sujettes ont gardé leurs lois pérégrines. Elles ne diffèrent des cités autonomes que par l'obligation absolue d'obéir aux Lois romaines par suite de l'absence de toute limite conventionnelle à l'autorité législative de Rome.

2. Ces régions, dont la civilisation était encore peu développée ou dont les habitants étaient auparavant assujettis au pouvoir d'un monarque absolu, se trouvaient uniquement soumises aux gouverneurs de province.

3. Mommsen, *Droit Public*, VI, 1, p. 414 ; VI, 1, p. 156.

4. Mommsen, VI, 1, p. 157 : D'après lui le droit de cité aurait été retiré à des individus isolés : à Métellus (100 av. J.-C.), à Cicéron (58 av. J.-C.). Il s'agit en réalité dans chacun de ces cas d'*exil* avec *interdictio aqua et igni* n'emportant pas encore perte de la *Civitas*. Voir Desserteaux, *Capitis deminutio*, I, p. 195.

Cette évolution de la conception romaine est complètement achevée à l'époque où, sous Tibère, l'*interdictio aqua et igni* devient une peine privative de liberté.

Quelques années auparavant la loi *Ælia sentia* avait déjà assimilé au *peregrinus sine civitate* l'esclave indigne régulièrement affranchi (1). Ces deux événements sont, à notre point de vue, tout à fait caractéristiques car on peut en déduire que les Romains n'auraient certainement pas songé à ranger *numero dediticiorum* les condamnés et les affranchis dont nous venons de parler si le pérégrin déditice n'avait été déjà considéré comme une personne libre qui n'est rattachée à aucune cité (2).

1. Graïus, *Institutes*, I, 13.

2. Contra : Bickermann, *op. cit.*, p. 20-21, qui ne voit aucun rapport entre la situation des affranchis déditices et celle des autres pérégrins déditices.

DEUXIÈME PARTIE

LES DIFFÉRENTES CATÉGORIES DE PÉRÉGRINS DÉDITICES

On rencontre sous le haut Empire plusieurs catégories de pérégrins déditices ou de personnes assimilées. Nous allons les étudier dans l'ordre suivant :

1^o Les habitants de certaines régions de l'Empire ;

2^o Certaines catégories de condamnés frappés de la *media capitis deminutio* ;

3^o Les affranchis indignes de devenir des citoyens ou des latins.

CHAPITRE PREMIER

LES HABITANTS DE CERTAINES RÉGION DE L'EMPIRE

Il faut d'abord ranger parmi les pérégrins déditices, les habitants de certaines contrées, soumises à la domination romaine, dans lesquelles l'organisation municipale faisait défaut, soit parce qu'elle avait été détruite par les Romains, soit, hypothèse plus fréquente, parce qu'elle n'existait pas avant la conquête. La rareté des documents nous empêche de préciser quelle était la situation juridique exacte des habitants des diverses régions de l'Empire ; il est à peu près certain, cependant, que nous devons considérer comme des pérégrins déditices la plupart des habitants des pays qui, au temps du principat, furent placés sous l'autorité directe du prince, sans qu'il y eut entre les sujets et les fonctionnaires de l'Empereur ce terme intermédiaire que constitue la cité autonome.

L'Egypte. — La substitution de la domination romaine à la souveraineté des Ptolémées n'apporta, en réalité, aucune modification à la situation juri-

dique des Egyptiens car Auguste s'était appliqué à donner au nouveau régime les apparences d'un simple changement de dynastie. L'Egypte ne dépendit que de l'Empereur seul et pendant plus de deux siècles les Romains évitèrent d'y développer la vie municipale.

Sous les Lagides, il n'y avait en Egypte que trois villes jouissant d'une certaine autonomie municipale : Alexandrie, Naucratis et Ptolémaïs. Toutes trois, cités grecques, dont le caractère commun était l'existence d'un corps de citoyens (πολιται), alors que partout ailleurs on ne trouvait que des sujets. Les habitants de race égyptienne vivaient pour la plupart à la campagne ; peu nombreux étaient ceux qui peuplaient les métropoles et les bourgs du « nome », seule unité administrative (1). Ils n'avaient jamais joui d'aucune liberté politique, ni sous les pharaons ni à l'époque ptolémaïque, les « nomes » ayant toujours été sous la dépendance directe des fonctionnaires royaux.

Les citoyens Romains en Egypte. — Les citoyens Romains, vivant en Egypte et originaires d'Italie, était peu nombreux et n'obéissaient qu'aux fonctionnaires Romains.

Les citoyens des cités grecques en Egypte. — Les

1. Jouguet, *La vie municipale dans l'Egypte romaine*, p. 49. La cité du type gréco-romain est toujours désignée dans les textes par le terme grec « πόλις ».

citoyens des cités grecques avaient une situation privilégiée analogue à celle qu'occupait en général dans l'empire romain tout citoyen rattaché à une *certa civitas*. A la différence des Egyptiens proprement dits, ils avaient accès à la cité romaine et devenaient fréquemment citoyens romains.

Les Juifs en Egypte. — Les Juifs étaient également plus favorisés que les Egyptiens. Les empereurs en général ne leur étaient pas hostiles. A Alexandrie ils constituaient une communauté à part, avec un chef, des magistrats, un conseil des anciens : le séhandrin. Leurs tribunaux propres appliquaient dans leurs rapports entre eux la loi de Moïse.

Les Egyptiens et les Grecs des « nomes ». — D'après ce que nous avons vu plus haut, les Egyptiens et les Grecs des « nomes » n'étaient rattachés à aucune cité pérégrine. Si nous rappelons la définition d'Ulpien : « is... qui dediticiorum numero est nullius certæ civitatis est » (1), il est évident qu'ils devraient être considérés comme des pérégrins déditices. Pline le jeune (2), dans une de ses lettres, confirme cette façon de voir en déclarant qu'il était impossible pour un Egyptien, d'accéder directement à la cité romaine. Signalons, enfin, que, pour honorer son

1. *Regulæ*, 20-4.

2. Pline le jeune. *Epist* : X, 6,6.

favori noyé dans le Nil, l'empereur Hadrien fonda en 130 ap. J. Ch. une nouvelle cité qui reçut le nom d'Antinœ ou Antinoupolis. Ceci lui permit de rattacher à une « πολις » et d'élever au rang de citoyens d'une ville pérégrine un certain nombre de Grecs et d'Egyptiens qui cessèrent de figurer parmi les pérégrins déditices.

Evolution de la condition des métropoles. — La condition juridique et politique des villes et des villages situés dans le *nome* ne devait pas rester immuable. Les métropoles, en partie peuplées de Grecs qui ne semblent pas avoir été soumis, comme les Egyptiens, à l'impôt personnel, furent d'abord administrées par un collège d'archontes (1) ; puis, beaucoup plus tard, au début du III^e siècle, Septime-Sévère, à la suite de son voyage en Egypte (199-200), décida que les métropoles égyptiennes seraient désormais administrées par un véritable sénat municipal : « βουλή ». L'empereur paraît avoir été inspiré, avant tout, par des motifs fiscaux ; le collège des archontes, qui jusque-là gérât les finances de la métropole, ne comprenait guère plus de dix magistrats ; il était préférable de rendre responsable de la gestion financière une assemblée composée de tous les riches. Il est possible, également, que Septime-Sévère ait voulu favoriser les villes dans lesquelles une population grecque importante était

1. Jouguet, *La vie municipale*, 343-344.

mêlée à la population égyptienne. Les habitants des métropoles étaient donc désormais des *peregrini certæ civitatis* mais il restait encore les campagnes et les bourgs, peuplés d'Égyptiens qui n'étaient pas appelés à la vie municipale. Il nous semble, par conséquent, fort exagéré de parler, comme l'ont fait certains auteurs (1), d'une généralisation de l'organisation municipale en Égypte qui aurait entraîné la disparition des pérégrins déditices. Les métropoles égyptiennes, à la différence des autres *civitates* de l'Empire, n'avaient pas autour d'elles de territoire sur lequel la population eut joui de la même condition politique et juridique ; le *nome* dont elles étaient le chef-lieu continua pendant près de cinquante ans à être administré par le pouvoir central. Les communes rurales ne commencèrent à posséder des fonctionnaires pris parmi la population locale et se recrutant eux-mêmes par voie de cooptation, qu'au milieu du III^e siècle ; elles n'échappèrent jamais à l'emprise de Rome et, même après les réformes du IV^e siècle, elles continuèrent à dépendre étroitement de ses délégués (2).

On peut objecter cependant que les Égyptiens ne sont jamais qualifiés de déditices dans les textes. Il ne faut pas oublier que la plupart des documents que nous possédons sont écrits en grec et que dans les papyrus égyptiens de l'époque romaine

1. En particulier : Girard, *Manuel*, p. 120.

2. Jouguet, *La vie municipale dans l'Égypte romaine*, p. 462-463.

l'« Αἰγυπτίος » qui ne fait partie d'aucune cité est désigné par le mot grec : « ὁμολογος » Or « ὁμολογος » vient étymologiquement de « ὁμολογεῖν » qui signifie parfois : « Se livrer à l'ennemi à la suite d'une résistance armée » et correspond par conséquent au verbe latin *se dedere*. On peut donc dire que dans les documents Gréco-Egyptiens, les Egyptiens sont qualifiés de déditices sous la forme grecque du mot (1).

Royaume de Norique — Il faut également ranger, au début de l'Empire, parmi les pérégrins déditices, les habitants du royaume de Norique qui fut administré de la même façon que l'Egypte jusqu'au règne de l'Empereur Claude. Mais les principaux centres urbains reçurent de Claude le régime des municipes italiens et désormais les habitants de Norique entrèrent en grand nombre dans les légions romaines et dans la garde prétorienne (2).

La nation Juive — D'après Mommsen, la nation Juive aurait légalement disparu après la guerre qui se termina en l'an 70 ap. J.-C. par la destruction de Jérusalem, et tous les Juifs, quel que soit leur lieu de résidence, seraient alors devenus des pérégrins déditices. Cette opinion a été réfutée par

1. Wilcke, *Chrestomathie*, p. 59-60. Cette hypothèse a été contestée par M. Meyer : *Zur Constitutio Antoniniana S. des Savigny-Stiftung*, XLVI, 1926, p. 266.

2. Mommsen, *Droit public*, VI, 2.

M. Juster (1) qui a démontré qu'il était absolument impossible que la guerre entre les Juifs de Palestine et les Romains ait pu influencer sur la condition juridique des Juifs qui vivaient dans les autres régions de l'Empire. Ne voyons nous pas, en effet, certains Juifs, comme Flavius Josèphe, acquérir le droit de cité après la guerre de l'an 70, et les Romains empêcher la cité d'Antioche de dépouiller ses citoyens Juifs des droits qu'ils possédaient jusque-là. Enfin, pour les Juifs de Palestine, eux-même, il faut encore distinguer les villes qui se rangèrent du côté des conquérants de celles qui opposèrent une résistance farouche aux armées romaines. Les habitants de ces dernières, seuls, tombèrent très probablement au rang de déditices.

Nous ne suivrons pas cependant M. Juster lorsqu'il affirme (2) que les habitants de Jérusalem ne sont pas devenus des pérégrins déditices en se basant sur le fait qu'ils ont pu librement tester ou faire des affranchissements comme auparavant. En ce qui concerne la liberté de tester, M. Juster reconnaît lui-même que ce n'était pas chez les Juifs une institution nationale et qu'on ne rencontre pas de testaments Juifs en Palestine au premier siècle ; il paraît donc difficile de soutenir qu'ils ont pu continuer à tester après 70. Quant à l'affranchissement il n'était nullement interdit aux déditices puisque

1. Juster, *Les Juifs dans l'Empire Romain*, p. 19-23.

2. *Les Juifs dans l'Empire Romain*, t. II, p. 22,

le médecin de Pline avait été affranchi par une Egyptienne pérégrine déditice. Jérusalem, incendiée par les Romains, ne devait pas se relever de ses cendres et lorsque Hadrien édifia sur son sol une ville neuve : *Aelia Capitolina*, il en interdit l'accès aux Juifs sous peine de mort. Les quelques habitants qui avaient échappé au massacre ou à l'esclavage ne pouvaient vraiment pas se dire les citoyens d'une ville qui venait d'être détruite de fond en comble et dont le nom même était proscrit. Ils étaient nécessairement des pérégrins sans cité... des pérégrins déditices.

La Syrie. — M. Meyer (1) considère également comme appartenant à cette même classe une partie des habitants de la Syrie. Cette assertion est basée sur un texte d'Ulpien (2), d'après lequel des Syriens payaient le *tributum capitis*, mais nous avons montré qu'il était inexact d'établir un lien nécessaire entre la qualité de pérégrin déditice et le fait d'être soumis au *tributum capitis*. En l'absence d'argument décisif nous pensons qu'il est préférable de ne pas se prononcer.

1. *Zur constitutio Antoniniana.*

2. D. L., 15, *de censibus*, fr. 3. (Ulp. 1, 2, *de censibus*). *Ætatem* « in censendo significare necesse est, qui a quibusdam ætas » tribuit, ne tributo onerentur : veluti in Syriis a quatuordecim « annis masculi, a duodecim feminæ, usque ad sexagesimum » quintum tributo capitis obligantur. »

Les Barbares. — Enfin, tous les auteurs sont d'accord pour reconnaître que les Barbares qui, sous le principat furent installés dans l'Empire, étaient des pérégrins déditices. Ceux-ci, par la force même des choses, ne jouissaient, en effet, d'aucune organisation municipale et ne pouvaient être considérés comme les citoyens d'aucune *certa civitas*.

CHAPITRE II

CERTAINES CATÉGORIES DE CONDAMNÉS LA « MEDIA CAPITIS DEMINUTIO »

La *media capitis deminutio* faisait de celui qui la subissait un pérégrin deditice ; toutefois, sous la République, elle pouvait être la conséquence d'une *mutatio civitatis* et dans ce cas le *capite minutus* devenait simplement le citoyen d'une autre cité (1).

Sous la République. — D'après M. Desserteaux, la *capitis deminutio media* n'aurait existé, sous la République, qu'à l'occasion de la *mutatio civitatis* et dans tous les autres cas la perte du droit de cité aurait été accompagnée de la privation de la liberté ou : *capitis deminutio maxima*. Cette manière de voir nous paraît en contradiction avec les règles de la *deditio* d'un citoyen romain par le *pater patratus* : (2)

1. Sous la République on ne pouvait être citoyen de deux cités à la fois. Sous le Principat, au contraire, le droit de cité romaine est compatible avec la qualité de citoyen d'une autre ville de l'Empire.

2. Weiss. *Le droit férial et les fériaux*, p. 21 et suiv. ; Daremberg et Saglio, *Dictionnaire des Antiquités*, v^o « fetiales ».

un citoyen était livré à une nation étrangère qui pouvait disposer de sa vie ou refuser de le recevoir parce qu'il avait frappé ou injurié un ambassadeur de cette nation ou encore parce qu'il avait conclu, sans en avoir le pouvoir, un traité qui n'était pas ratifié par le Sénat. Tel fut le cas du consul Maucinus, en 137 avant J.-C. ; les Numantins refusèrent de le recevoir et lorsqu'il se présenta au Sénat le Tribun du peuple P. Rutilius ordonna qu'il fût exclus de l'assemblée, *quod eum civem negaret esse*. Il fallut par la suite une loi pour lui rendre la qualité de citoyen romain : *lex postea lata est, ut esset civis romanus*.

Publius Scœrola admettait, un siècle avant la fin de la république, que la *deditio* faite à une nation étrangère entraînait à elle seule pour le citoyen la perte du droit de cité. Cette question fut d'ailleurs l'objet de nombreuses controverses, non seulement au temps de Cicéron mais près d'un siècle auparavant, puisque Pomponius (1) invoque l'autorité de Quintus Mucius et de Publius à ce sujet : « Si quis legatum hostium pulsasset contra
« *jus gentium id commissum esse existimatur...*
« *Itaque eum qui legatum pulsasset, Quintus Mucius*
« *dedi hostibus quorum erant legati, solitus est*
« *respondere. Quem hostes si non recepissent,*
« *quæsitum est au civis romanus maneret, quibus-*
« *dam existimantibus manere, aliis contra, quia*

1. D., 50, 7, 17 et 18. (ad Quintum Mucium).

« quem semel populus jussisset dedi ex civitate
« expulsisse videretur, sicut faceret, cum aqua et
« igni interdiceret In qua. sententia videtur Publius
« fuisse. Id autem maxime quæsitum est in Hostilio
« Maucino, quem Numantini sibi deditum non acce-
« perunt : de quo tamen lex postea lata est, ut esset
« civis romanus et præturam quoque gessisse dici-
tur. » Si Cicéron (1) est d'avis que le *deditus* qui
n'a pas été *acceptus* conserve son droit de cité,
il ne faut y voir, à notre avis, qu'une opinion per-
sonnelle et non pas, comme le croit M. Desser-
teaux, la doctrine la plus ancienne. Nous retien-
drons plus spécialement de tout ceci que : les magis-
trats et les jurisconsultes de la fin de la République
n'auraient certainement pas entrepris une discus-
sion sur la condition du citoyen *deditus* et non
acceptus, s'il n'avait déjà existé à cette époque une
situation intermédiaire entre le pérégrin *certæ civi-
tatis* et l'individu privé de liberté.

Sous l'Empire. — La perte du droit de cité en
vertu d'une condamnation n'apparut qu'au début de
l'Empire. A la fin de la République l'*interdictio aqua
et igni* avait pour seul effet d'interdire tout retour
à Rome de l'exilé volontaire qui s'était enfui, soit
pour échapper à une condamnation, soit pour se
soustraire à l'exécution de sa peine ; elle n'entraî-
nait pas la perte de la qualité de citoyen ; mais cette

1. Cicéron, *Pro Cæcina*, 34.

déchéance venait s'ajouter par la suite, si l'exilé se faisait admettre dans une cité étrangère : soit une *cavitas federatæ*, soit une colonie latine. Vers cette même époque l'exil, qui était considéré jusque-là comme un état de fait, acquit peu à peu le caractère d'une peine sous l'influence des tribunaux criminels permanents : les *quæstiones perpetuæ*. Les condamnés se contentèrent alors de quitter Rome sans chercher à se mettre sous la protection d'une autre cité en raison des difficultés, toujours croissantes, de trouver en Italie un peuple susceptible de les accueillir (1). Il parut alors inadmissible que des bannis pussent conserver le droit de cité romaine et c'est pourquoi il fut décidé, au début de l'Empire, que l'*interdictio aqua et igni* jointe à l'exil emporterait la perte de ce droit. Cette réforme est certainement postérieure à la loi *Pappia Poppæa* de l'an 8 après J.-C., qui enlevait expressément au patron de l'affranchi, frappé de la peine dont nous venons de parler, tout droit aux *bona* de celui-ci (2); la question ne se serait, en effet pas posée si le condamné avait encouru, à cette époque, la déchéance de ses prérogatives de citoyen. Mommsen s'appuyant sur un passage de Dion Cassius (3) admet, avec raison

1. Desserteaux, *Capitis deminutio*, I p. 123. Vers la fin de la République l'Italie tout entière avait obtenu le droit de cité.

2. La perte du droit de cité eut éteint, *ipso jure*, le droit aux « *bona* » de l'affranchi.

3. Cassius E, p. 57-22. Cité par Mommsen, *Droit pénal*, III, p. 301-302. « En l'année 23 apr. J.-C., l'exilé perdait le droit de « faire un testament romain ». Or les jurisconsultes voient sur-

nous semble-t-il, que l'*interdictio* ainsi que la déportation ont entraîné l'*amissio civitatis* depuis l'année 23 après J.-C. Il est, d'autre part, incontestable qu'au siècle suivant l'*interdictio* se rangeait parmi les cas de *capitis deminutio media* (1).

Les travaux publics. — La privation du droit de cité dérive également de la condamnation aux travaux publics, peine d'ailleurs exceptionnelle. Sur ce sujet, il est intéressant de préciser à quel moment le condamné cesse d'être un citoyen pour devenir un pérégrin déditice. D'après Mommsen le fait déterminant serait l'exécution de la condamnation, c'est-à-dire la conduite au lieu de déportation. Cette idée est en opposition formelle avec un texte d'Ulpien qui déclare très nettement que le droit de cité est perdu dès qu'une sentence valable a été prononcée. « Constat, postquam deportatio in
« locum aquæ et ignis interdictionis successit, non
« prius amittere quem civitatem, quam princeps

cisément dans la perte de ce droit l'une des conséquences les plus graves de la perte du droit de Cité.

1. Gaius, I, 161 : « Minor sive media est capitis deminutio « cum civitas amittitur, libertas retinetur; quod accidit ei cui « aqua et igni interdictum fuerit ». Cohn. *Beitrag zur bearbeitung...* p. 74 et s., invoque un texte de Callistrate : D. 50, 13, 5,3 (callistratus) d'après lequel : la déportation serait le mode d'exécution de l'*interdictio aqua et igni* et entraînerait la *capitis deminutio maxima*. Il est possible que ce texte ait été fortement remanié car Paul (sent. III, 6,29) et Ulpien (D. 28,3 6-7) considèrent bien la déportation comme une peine indépendante. Une interpolation a donc été très probablement insérée dans le texte à une époque où l'*interdictio aqua et igni* avait cessé d'être appliquée.

« deportatum in insulam statuerit : præsidem enim
« deportare non posse nulla dubitatio est. Sed præ-
« fectus urbi jus habet deportandi, *statimque* post
« sententiam præfecti amisisse civitatem vide-
« tur (1). » Ulpien distingue ici deux hypothèses :
dans la première, la condamnation a été rendue par
un gouverneur de province, qui n'a pas qualité pour
déporter un citoyen ; celui-ci ne perdra alors le
droit de cité que lorsque l'Empereur, consulté, se
sera prononcé dans le même sens. La seconde envi-
sage le cas où la condamnation est l'œuvre du pré-
fet de la Ville qui, comme le préfet du prétoire a
le *jus deportandi*. L'effet suivait alors immédiate-
ment la sentence. Ulpien conclut, très justement
d'ailleurs, qu'en cas de décès du condamné entre la
décision du præses et l'approbation impériale, le
fideicommis laissé par lui était valable puisqu'il
est mort citoyen (2).

1. D. 48, 19 fr. 2, § 1 (Ulpien, 1-48) « de pœnis ».

2. D. 32/ fr. 1, § 3, *De legatis et fideicommis*. D. 48-22 fr. 15, § 1.

CHAPITRE III

LES AFFRANCHIS DÉDITICES

La loi *Ælia Sentia*, destinée à réglementer les affranchissements entre vifs, créa une nouvelle catégorie de pérégrins déditices en l'an 4 ap. J.-C. Lorsqu'à titre de peine un esclave avait été enchaîné ou marqué au fer rouge, lorsqu'il avait été mis à la torture en raison d'un délit effectivement commis, lorsqu'enfin il avait été envoyé dans les jeux du cirque combattre les bêtes ou participer aux luttes de gladiateurs, il ne pouvait plus devenir par l'affranchissement un citoyen romain ou un latin. La loi ne distinguait pas si l'esclave était libéré par le maître qui lui avait infligé le châtimement ou par un autre, tous ces affranchis recevaient la condition juridique de pérégrins déditices (1).

1. Gaius, I, 13 « *Lege itaque Ælia sentia cavetur... cujus « condicionis sunt peregrini dediticii.* »

TROISIÈME PARTIE

LA CONDITION JURIDIQUE DES PÉRÉGRINS DÉDITICES ET LE « JUS GENTIUM »

CHAPITRE PREMIER

NOTIONS GÉNÉRALES

On ne peut parler de condition juridique du pérégrin déditice qu'à partir du moment où il fut définitivement admis qu'un individu pouvait vivre libre dans l'empire romain, sans être citoyen romain, en dehors de tout traité conclu avec Rome et de toute protection d'un citoyen. A l'époque primitive la liberté ne pouvait exister par elle-même ; il lui fallait, en quelque sorte, une raison d'être et l'étranger qui n'était pas protégé par un traité ou par les liens de l'hospitalité risquait d'être réduit en esclavage dès qu'il pénétrait sur le sol romain (1). Cette

1. Mommsen, *Droit public*, VI, 2, p. 206 ; Desserteaux, *Capitis*

idée a disparu sous l'Empire où il est reconnu que la condition d'homme libre appartient à tous les pérégrins déditices. Il y a tout lieu de penser qu'entre l'époque ancienne et l'Empire se place une période d'évolution et il nous paraît excessif de soutenir, comme le fait M. Desserteaux (1), que jusqu'à la fin de la République les romains ont suivi strictement les errements du début, car il faudrait alors admettre que ceux-ci avaient pu élaborer tout un droit applicable à des individus qui, juridiquement, n'étaient pas des hommes libres (2). M. Desserteaux déclare également que le pérégrin déditice n'avait, sous la République, aucun moyen de faire reconnaître qu'il était libre (3). Cette affirmation ne trouve aucun appui sérieux dans les textes et s'il est exact de dire que le pérégrin déditice ne pouvait user de la *legis actio* on ne peut déduire qu'avant l'Empire il lui était impossible de faire reconnaître

deminutio, I, p. 181-185-186. A l'origine il n'y a pas de situation intermédiaire entre le « civis » et le « servus ». En perdant la « civitas » on perd l'aptitude à avoir des droits quels qu'ils soient et partant, le droit même à la liberté.

1. *Capitis deminutio*, I, p. 179-184, « on conçoit très bien en « raison pure qu'on puisse perdre la cité sans perdre la condition d'homme libre comme cela arrive au temps de Gaius. « J'essayerai de montrer que cette notion était inconnue sous la « République ».

2. Bien avant la fin de la République les pérégrins déditices pouvaient utiliser le *jus gentium*. Les auteurs modernes, bien que n'étant pas d'accord sur les origines du droit des gens admettent généralement que la création du prêteur pérégrin (242 avant J.-C.) coïncide avec l'époque où un certain nombre d'institutions juridiques devinrent accessibles aux pérégrins.

3. Desserteaux, *Capitis deminutio*, p. 190.

sa liberté car cela aboutirait à nier l'existence de la procédure formulaire sous la République. Rien n'empêchait, en effet, le préteur pérégrin de délivrer une formule dans un procès relatif à la liberté d'un pérégrin déditice et de renvoyer l'affaire devant un jury de récupérateurs (1). Peut-être même est-ce à propos de ces procès que fut introduit le *præjudicium de libertate* auquel font allusion certains textes (2) ; il est possible que cette action préjudicielle civile par laquelle le préteur prescrivait au juge de rechercher *an liber sit* ait été introduite par la loi *Junia Petronia* (19 ap. J.C.) en faveur des latins juniens et des déditices. Dès les derniers siècles de la République les pérégrins déditices sont donc des hommes libres, mais ils sont au dernier échelon du groupe ; ils n'ont, comme dit Gaïus, que la *pessima libertas* (3). Certaines catégories d'entre eux ne jouissent même pas de la faculté d'aller où bon leur semble, ainsi, à partir de la loi *Ælia sentia*, les affranchis déditices se voient refuser l'accès de Rome et, en cas d'infraction perdent définitivement la liberté ; eux et leurs biens sont

1. Le jugement des procès en liberté était confié en province à des récupérateurs et comme le fait remarquer M. Cuq, *Manuel*, p. 83, n° 4 ; il devait également en être ainsi en Italie lorsqu'un déditice réclamait la liberté.

2. *Inst.*, de *Inst.*, VI, 6, 13 « *Præjudiciales actiones in rem* « *esse videntur quales sunt, per quas quæritur, an aliquis liber sit...* »

3. Gaïus, *Inst.*, I, p. 26. « *Pessima itaque libertas eorum est* « *qui dediticiorum numero sunt ; nec ulla lege aut senatus con-* « *sulto aut constitutione principali aditus illis ad civitatem roma-* « *nam datur.* »

alors vendus au profit de l'Etat sous la condition que leurs maîtres ne les fassent pas servir dans un rayon de cent milles autour de Rome (1). Il y avait là une mesure de protection justifiée à l'encontre d'individus qui paraissaient dangereux. On a voulu voir une allusion à ce cas dans un texte mutilé de Gaius qui fait connaître l'existence d'une interdiction légale d'avoir son domicile à Rome : « Maxima
« est capitis deminutio, cum aliquis simul et civi-
« tatem et libertatem amittit, quæ accidit incen-
« sis qui ex forma censuali venire jubentur quod jus
« proprie hodie in usu non est ; sed libertatem pœnæ
« causa hodie amittunt ex lege Ælia sentia qui dedi-
« tiorum numero sunt si qui contra eam legem in
« urbe Roma domicilium habuerint... » (2). M. Desserteaux a montré très justement qu'il ne fallait pas assimiler une interdiction d'avoir son domicile, à Rome, *domicilium*, à une défense d'y séjourner, *morari*. Le but poursuivi par la loi Ælia sentia n'aurait évidemment pas été atteint si elle s'était bornée à interdire aux affranchis déditices d'avoir un domicile dans la capitale car ils auraient pu venir à Rome et y constituer, par leur présence, le danger que la loi avait voulu éviter (3).

1. Gaius, I, 27, « Quin etiam in urbe Roma vel intra cente-
« simum urbis Romæ miliarum morari prohibentur ; et contra ea
« fecerint, ipse bonaque eorum publice venire jubentur ea con-
« ditione, ut ne in urbe Roma vel intra centesimum urbis Romæ
« serviant... »

2. Gaius, I, 160.

3. Desserteaux, *Capitis Deminutio*, I, p. 105-107.

CHAPITRE II

LE DROIT APPLICABLE AUX DÉDITICES

La condition juridique des pérégrins déditices étant fondée sur le *jus gentium*, il semblerait, à première vue, qu'il suffit d'examiner les diverses institutions rentrant dans le droit des gens pour savoir quels sont exactement les actes juridiques permis à cette classe de la population et déduire de là en quoi consiste son infériorité par rapport aux autres pérégrins et aux citoyens romains. Une étude ainsi conduite serait inexacte et incomplète ; nous avons vu, en effet, que les déditices sont de différentes catégories et il est évident que les Romains ne pouvaient traiter rigoureusement de la même manière : des populations entières, des affranchis suspects et des condamnés. Il ne faut pas oublier également que les déportés, qui avaient subi une *media capitis deminutio*, avaient été citoyens avant d'être déditices et qu'il était nécessaire de régler les conséquences de leur changement de situation juridique. Nous serons donc obligés, assez fréquemment, de nous écarter de l'exposé général,

pour indiquer les règles spéciales à telle ou telle classe de déditices.

Après avoir vu quels étaient les magistrats compétents pour organiser et juger les procès concernant les pérégrins déditices, nous étudierons la condition juridique de ceux-ci en nous plaçant successivement au point de vue : du droit des personnes, du droit des biens et des obligations et enfin au point de vue du droit successoral.

SECTION I

Procès concernant les Pérégrins déditices.

Sous la République, les procès dans lesquels figuraient des pérégrins déditices étaient organisés, en Italie : par le préteur pérégrin et les édiles curules (1) ; en province : par les gouverneurs de province et les questeurs (2). Suivant les principes généraux, admis par tous les pérégrins, le procès, organisé par le magistrat, était ensuite renvoyé devant un jury de trois ou cinq récupérateurs chargés de trancher le litige (3). Sous l'Empire, les pérégrins déditices n'ayant pas la faculté de résider à Rome, la compétence du préteur pérégrin devint surtout théorique. A partir du règne de Marc Aurèle,

1. Cela résulte à l'évidence du fait que les édiles étaient chargés tout particulièrement des ventes dans les marchés ; or la plupart des vendeurs étaient des pérégrins.

2. Cuq, *Manuel*, p. 93 ; Girard, *Manuel*, p. 1030.

3. Cuq, *Manuel*, p. 808-809.

l'*Urbica diocæsis* étant seul soumis à la juridiction du préteur, il y a tout lieu de penser que dans les autres régions de l'Italie, les procès où figurait un pérégrin déditice, étaient de la compétence des *Juridici* (1). Dans les provinces sénatoriales la *Jurisdictionio* appartenait toujours au gouverneur et aux questeurs, le gouverneur déléguant souvent sa juridiction à un *legatus* qui l'exerçait en qualité de mandataire. Dans les provinces impériales il n'existait pas de questeurs et l'Empereur déléguait directement sa *jurisdictionio* soit à des *legali juridici* soit au gouverneur lui-même. C'est ainsi qu'en Egypte (2) la *jurisdictionio* était exercée par le préfet, assisté d'un *juridicus Alexandræ et Ægypti*. Ajoutons que dès le début du ^{II}e siècle après Jésus-Christ, les procès entre Egyptiens, c'est-à-dire entre pérégrins déditrices, étaient normalement tranchés en Egypte par des délégués du préfet, *extra ordinem*, sans renvoi devant des récupérateurs (3). Cette procédure *extra ordinem* se généralisa dans les provinces sous les Sévères et, au milieu du ^{III}e siècle, le gouverneur ou ses délégués statuaient partout par voie de *cognitio*. Enfin en Italie, les édiles curules disparurent à partir d'Alexandre Sévère (4) et le préteur pérégrin n'est plus mentionné après le règne de

1. Cuq, *Manuel*, p. 810 et fr. du Vatican, n° 1205.

2. Cuq, *Manuel*, p. 811.

3. Girard, *Textes*, p. 902-125 ap. J.-Chr. — Pétition d'hérodité ; p. 899-124 ap. J.-Chr.). — Nullité de Testament.

4. Mommsen, *Droit public*, VI-2, p. 144.

Caracalla. Les procès relatifs aux pèrigrins devaient être désormais tranchés par le préfet de la ville et les juges délégués.

SECTION II

Droit des personnes.

Le *jus gentium* a été créé principalement pour faciliter les rapports juridiques et en particulier les relations commerciales entre les citoyens romains et les autres habitants de l'Empire (1). Il ne faut donc pas s'étonner qu'en ce qui concerne le droit de famille le *jus gentium* se soit relativement peu développé. Toutefois les Romains ont reconnu sous le Haut Empire l'existence d'un mariage du droit des gens, résultant de l'union de deux personnes appartenant à des cités différentes ou de deux pèrigrins déditices (2).

Quand un citoyen romain marié était condamné à la déportation, les jurisconsultes classiques estimaient que son mariage était rompu mais qu'il pouvait en contracter un nouveau, valable en vertu du *jus gentium*. Les compilateurs introduisirent une conception nouvelle par voie d'interpolation : tous les citoyens mariés valablement selon le droit civil étaient censés l'être aussi selon le droit des gens (3) ;

1. Cuq, *Manuel*, p. 815.

2. Cuq, *Manuel*, p. 161.

3. Desserteaux, *Capitis deminutio*, II, p. 470-474.

il en résultait que si, après la déportation, l'intention de se considérer comme mari et femme subsistait chez les deux époux, le *matrimonium juris gentium* n'était pas brisé, seules les *justæ nuptiæ* étaient nulles.

Pendant longtemps, le mariage entre citoyens et barbares installés dans l'empire fut interdit sous peine de mort ; cette défense n'est d'ailleurs plus en vigueur dans le droit de Justinien.

Le mariage du droit des gens, *matrimonium injustum*, produisait certains effets particuliers en cas de *justæ causæ erroris probatio*. En particulier, lorsqu'un citoyen romain avait épousé une pérégrine déditice, la croyant de même condition que lui (*per ignorantiam*), tout fils, issu de cette union pouvait, en vertu d'un senatus consulte devenir citoyen romain, lorsque l'erreur commise avait été démontrée (1). L'obligation de fidélité existait pour la femme, qu'elle soit *justa* ou *injusta* depuis les lois d'Auguste destinées à réprimer l'adultère. Enfin, à la différence du pérégrin ordinaire qui pouvait acquérir le droit de cité romaine par le mariage, le pérégrin déditice conservait toujours sa situation juridique antérieure ; de plus, dans le *matrimonium injustum*, il n'existait aucun droit successoral entre les conjoints (2).

1. Gaius, *Inst.*, I, 67 : « Item si civis romanus latinam aut peregrinam uxorem duxerit... hic non est in potestate ejus... »

Gaius, *Inst.*, I, 68. « Item si civis romana per errorem nupta sit peregrino tanquam civi romano... »

2. D., 38-1, fr. 1, pr. Ulpien) : « Ut bonorum possessio... Cete-

Gaius nous apprend que, sous le régime du droit des gens, l'enfant né dans les liens du mariage suivait la condition de sa mère ; principe opposé à celui qui était admis par le *jus civile*. D'autre part, une loi Minicia (1), datant des derniers siècles de la République, décida que l'enfant né d'une romaine et d'un pérégrin avec lequel elle n'avait pas le *conubium* était un pérégrin. Il en résulte que la condition de pérégrin déditice était dans une large mesure héréditaire (2) mais elle ne l'était pas nécessairement : nous avons d'une part le cas où la mère est pérégrine ordinaire ou latine (3), nous savons d'autre part que l'enfant pouvait échapper parfois à la condition de son père ou de sa mère en invoquant le sénatus-consulte sur l'*erroris causæ probatio*.

Des complications pouvaient surgir du fait que le droit civil remontait à la conception de l'enfant pour apprécier sa condition alors que le droit des gens se plaçait simplement à la date de sa naissance. Tel était le cas, par exemple, d'un enfant conçu à une époque où sa mère était citoyenne romaine et né d'une pérégrine déditice ; le changement d'Etat, survenu dans l'intervalle étant la conséquence d'une condamnation à l'*interdictio aqua et igni*. La plupart des Jurisconsultes faisaient, à ce

« rum si injustum fuerit matrimonium nequaquam bonorum
« possessio peti poterit. »

1. Gaius, I, 78 et Cuq, *Manuel*, p. 91.

2. Cuq, *Manuel*, p. 103.

3. L'enfant suivait la condition de sa mère.

sujet, une distinction : si l'enfant avait été conçu en mariage légitime, il devait suivre la condition de son père au moment de la conception, si, au contraire, il avait été conçu hors mariage, il naissait pérégrin déditice (1).

La *patria potestas* était une institution essentiellement romaine qui n'avait guère d'équivalent chez les autres peuples (2). Elle était entièrement inconnue du droit des gens et il n'existait aucun rapport légal entre le père et les enfants nés d'un *matrimonium injustum* ; il en résultait que si, par l'effet d'une condamnation, un citoyen romain devenait pérégrin déditice, tous les liens de parenté civile qui le rattachaient à sa famille étaient rompus et il cessait par suite soit d'exercer la *patria potestas*, s'il était *sui juris*, soit d'être soumis à la puissance paternelle, s'il était *alieni juris* (3).

1. Gaius, I, 90.

2. Gaius. *Inst.*, I 55 : « Item in potestate nostra sunt liberi nostri quos justis nuptiis procreavimus. Quod jus proprium civium romanorum est. Fere nulli alii sunt homines... »

3. Gaius, *Inst.*, I, 128 : « Cum autem is, cui ob aliquod maleficium ex lege Cornelia aqua et igni interdictum... ». — Ulpien, *Regulæ*, X, 3 : « Si patri vel filio aqua et igni interdictum sit patria potestas tollitur, quia peregrinus fit is... »

SECTION III

Le patrimoine. — Les obligations et les biens.

§ 1. — GÉNÉRALITÉS.

Nous sommes ici dans le véritable domaine du *jus gentium*. Après la *sponsio* et le contrat *litteris* apparurent un grand nombre de contrats du *jus gentium* accessibles à tous les pérégrins ; la propriété pérégrine se développa parallèlement à la propriété quiritaire ; enfin la « tradition » supplanta peu à peu la « mancipation » et l'*in jure cessio*. Un texte de Marcien (1) indique clairement que les pérégrins déditices, eux-mêmes, pouvaient recourir aux opérations juridiques du *jus gentium*. Il faut ajouter cependant, en ce qui touche le condamné, que si, à partir de sa condamnation, il jouit de l'aptitude à se servir du « droit des gens », tous les droits qu'il possédait auparavant, aussi bien les *jura gentium* que les *jura civilia*, se trouvaient éteints par l'effet de la perte de la cité et de la *capitis deminutio* (2). Il était laissé « nu », nous dit Paul (3), les biens cor-

1. D., 48, 22 : « De interdictis et relegatis et deportatis ». 15 pr. « Deportatus civitatem amittit, non libertatem, et speciali quidem jure civitatis non fruitur, jure tamen gentium utitur. Emit enim et vendit, locat, conducit, permutat, fœnus exercet... »

2. Desserteaux, *Capitis deminutio*, p. 505-506.

3. D., 48, 20 fr. 1, pr. ; Paul, *Sentences*, III, 6, n° 29 : « Capitis minutione amittitur si in insulam... Vel adoptione mutaverit ».

porels étant confisqués par l'Etat et les droits attachés à la personne, comme l'usufruit, étant définitivement abolis. Par contre, tant que le condamné n'avait pas acquis de nouveaux biens, le préteur refusait à ses créanciers la *restitutio in integrum* (1) ; il n'eut pas été équitable, en effet, de leur permettre de poursuivre un homme qui venait d'être dépouillé de sa fortune. Ce n'est que plus tard, lorsque celui-ci se trouvait dans une situation meilleure, que le préteur délivrait au créancier des actions utiles. C'est selon toute vraisemblance, à cette hypothèse que se rapporte le passage le plus important d'un fragment mutilé d'Ulpien : « *De judiciis* » (2). Ce texte nous indique qu'une loi avait enjoint au préteur de dire le droit et de délivrer des actions relativement aux biens ou à l'ensemble des biens de certains individus, dont la condition antérieure n'est pas précisée, en agissant comme s'ils n'étaient pas devenus des déditices.

On a prétendu (3) qu'il était ici question d'affranchis ; cette hypothèse est certainement inexacte car la loi dont nous parlons ne pouvait logiquement viser que des personnes qui, avant de devenir déditices, possédaient un patrimoine et étaient suscep-

1. D., 4, 5-7, § 3 (Paulus, l. 11).

2. Girard, *Textes* (V^e Ed.) : « Sed cum lege de bonis rebusque eorum hominum ita jus dicere, iudicium reddere prætor jubeatur, ut ea fiant quæ futura forent, si dediticiorum numero facti non essent, videamus ne verius sit, quod quidam censerunt, et de universis bonis et de singulis... » (p. 498, *de Judiciis*).

3. Dans Girard, *Textes*, 5^e Ed., p. 498.

tibles d'être poursuivies en justice, c'est-à-dire des condamnés (1). Enfin les créanciers, qui ont traité avec le déporté, postérieurement à la perte du droit de cité, ont pour gage commun tous les biens acquis par celui-ci après sa condamnation. En cas de décès du condamné ils seront préférés au fisco qui, généralement, succède à titre universel (2).

§ 2. — LES OBLIGATIONS.

Les pérégrins déditices pouvaient valablement s'obliger ou devenir créanciers par toutes les opérations juridiques du *jus gentium* ; la vie des affaires leur était donc largement ouverte soit avec les pérégrins soit avec les Romains eux-mêmes. Parmi les contrats qui leur étaient accessibles à l'époque classique nous avons : *le mutuum* (3), la stipulation, le dépôt, le gage, le commodat, les contrats consensuels et enfin les contrats innommés. Les déditices étaient également soumis aux obligations résultant de la gestion d'affaires ou d'un enrichissement injuste (4); Celse (5) invoque le *jus gentium* à propos du droit à la répétition de l'indu. Par contre, la

1. Sic : Mommsen, *Droit Public*, VI, 1, p. 157, n° 2 ; Girard, *Manuel*, 7^e Ed, p. 118.

2. D, 48, 22, fr 15 pr : «... Unde etiam... cum eo praeferturunt « fisco deportatis defunctis succedenti. »

3. Cuq, *Manuel*, p. 430.

4. Cuq, *Manuel*, p. 14, n° 4 et p. 536.

5. D, 12, 6, fr. 47 (Celsus, I, 9, Digest.) : « Sui antem fide « jussor suo.... »

sponsio fut toujours réservée aux citoyens romains.

Le contrat verbal emprunta des termes nouveaux pour passer aux pérégrins ; quant au contrat litteris il leur était en principe interdit, les jurisconsultes leur ayant toujours refusé le droit de tenir un registre dont les inscriptions pussent avoir force obligatoire (1). La fiducie, qui supposait l'emploi d'une mancipation ou d'une *in jure cessio*, ne put sortir de la cité en raison des formes requises (2).

Primitivement le système des délits privés n'était applicable qu'aux citoyens, mais il parut probablement injuste de soustraire les pérégrins à la composition pécuniaire et le préteur délivra bientôt contre eux les vieilles actions pénales en insérant dans la formule la fiction qu'ils étaient des citoyens romains. Gaius nous signale, à ce sujet, que l'action *furti* et l'action de la loi *Aquilia* étaient délivrées à son époque contre les pérégrins (3). Il est probable que les obligations délictuelles créées par les magistrats et sanctionnées en vertu de l'édit du préteur ou des gouverneurs de province, rentraient également dans le domaine du droit concédé aux pérégrins déditices.

1. Gaius, *Inst.*, III-132. Les Sabiniens proposèrent de permettre aux pérégrins de changer la cause et la nature de leur obligation par une *transcriptio a re in personam*.

2. Cuq, *Manuel*, p. 441 ; Girard, *Manuel*, p. 546, n° 3 ; Collinet et Giffard, *Précis Dalloz*.

3. Gaius, *Inst.*, IV, 47. « Index esto-quod... » (formule de l'action *furti*).

§ 3. — PROPRIÉTÉS ET DROITS RÉELS

La propriété quiritaire, les modes de transfert de la propriété ou de constitution des droits réels du *jus civile* comme : la mancipation, l'*in jure cessio*, l'usucapion, étaient absolument interdits aux pérégrins déditices (1). On pourrait ajouter jusqu'à l'époque classique, l'usufruit qui, à notre connaissance, ne pouvait être établi que par un mode du *jus civile* (2). De bonne heure le prêteur et les gouverneurs de provinces reconnurent la nécessité de protéger la propriété de fait des pérégrins à l'aide d'actions présentant de grandes analogies avec celles que l'on accordait au propriétaire riquitaire. Sous forme d'actions fictices, les pérégrins purent intenter, tout d'abord, les actions *furti* et *damni injuria dati* ; on leur concéda ensuite la revendication en en modifiant légèrement la formule, soit par la suppression des mots : *ex jure quiritium*, soit par l'insertion de la fiction *si civis romanus esset* (3). Enfin les jurisconsultes finirent par admettre l'existence d'un véritable droit de propriété, d'un *dominium pérégrin* distinct du *dominium ex jure Quiritium* et

1. Girard, *Manuel*, p. 274, Ed. n° 7 — Cuq, *Manuel*, p. 250, Ed. 1917.

2. Fragm. du *Vatican*, 47 (Paulus) : « In re nec mancipi per « traditionem deduci usus fructus non potest nec in homine; si « peregrino tradatur : civili enim actione constitui potest, non « traditione, quæ juris gentium. »

3. Girard, *Manuel*, 7^e éd., p. 371.

c'est ainsi que nous trouvons dans Gaius : « Sequitur ut admoneamus apud peregrinos quidem unum esse dominium... (1) »

Les terres détenues par les pérégrins déditices étaient généralement des fonds provinciaux. A l'exception des civitates qui avaient reçu le *jus italicum*, l'Etat était seul propriétaire du sol des provinces et rien n'empêchait les déditices d'avoir sur celui-ci la *possessio vel ususfructus*, dont parle Gaius (2), qui paraît être caractérisée par l'expression : *habere possidere frui licere* (3).

Cette possession particulière était protégée par une action réelle *rei vindicatio* dont nous ignorons la formule. M. Appleton, dans son étude sur la propriété prétorienne, a soutenu qu'il ne fallait voir là autre chose que l'action publicienne dont parle le jurisconsulte Paul à propos de l'*ager vectigalis* et des autres domaines non susceptibles d'usucapion (4). Toutefois M. Erman (5) a montré qu'une telle opinion était en contradiction avec le développement relativement ancien de la propriété provinciale, qui a été sanctionnée par une action

1. Gaius, II, 40 *Inst.*

2. *Inst.*, II, 7 : « In provinciali solo placet plerisque solum religiosum non fieri, quia in eo solo dominium populi romani est vel Cæsaris, nos autem possessionem tantum vel usum fructum habere videmur. »

3. Cuq, *Manuel*, p. 251.

4. D. 6,2, fr. 12, § 2. « In vectigalibus et in aliis prædis quæ usu capi non possunt, Publiciana competit, si forte boua fide mibi tradita est. »

5. Erman, *Zeichrift der Lavigny stiftung*, t. XI.

réelle bien avant cette extension de l'action Publicienne (1). Nous admettrons donc que le simple possesseur d'un fonds provincial pouvait invoquer la Publicienne, lorsqu'il était de bonne foi, mais qu'il existait une autre action réelle au profit du véritable titulaire du droit d'*habere possidere frui*. Les auteurs récents (2) sont d'avis que la formule de cette dernière action devait contenir l'expression technique servant à désigner le droit possédé sur les fonds provinciaux ; elle devait, par suite être conçue approximativement de la façon suivante : « Si paret A° A° fundum... habere possidere frui licere neque ea res (3)... » Il est d'ailleurs possible que, d'une province à l'autre, de légères différences de détail se soient manifestées dans la formule.

Les pérégrins déditices pouvaient avoir des esclaves ; il est incontestable, en effet, que les Egyptiens en possédaient et d'autre part un texte d'Ulpien (4) fait allusion à un fideicommiss laissé à l'esclave d'un déporté. Un rescrit d'Antonin le Pieux interdisait par contre, au condamné d'affranchir son esclave car il eut ainsi appauvri un patrimoine qui devait revenir au fisc, après sa mort (5). Cette

1. Elle semble dater de l'époque des Sévères.

2. Lenel; *Das Edictum perpetuum*, 3^e éd., 1927, p. 189.

3. Girard, *Manuel*, la formule proposée par M. Girard contient après *fundum* les mots *ex lege hujus provinciae*.

4. D., 32, fr. 7, pr. (Ulpien, I, 1 fideic.) : « Si deportati Servo « fideicommissum fuerit adscriptum... »

5. D., 48, 22, fr 2. (Marcianus, I, 13) : « manumittere deportatum non posse divus pius rescripsit. »

interdiction ne s'étendait pas aux autres déditices et nous avons déjà signalé l'exemple d'« Harpocras », médecin de Pline le jeune, qui avait été affranchi par une Egyptienne, pérégrine déditice (1).

La tradition était le mode normal de transfert du droit que possédaient les pérégrins déditices sur leurs biens meubles et immeubles. On a parfois contesté que la tradition fût à proprement parler une institution du *jus gentium* et l'on s'est appuyé sur certaines expressions de Gaius (2), qui argumente de la raison naturelle : *naturalis ratio*, pour affirmer que les jurisconsultes y voyaient simplement une opération reconnue par les législations étrangères comme par la législation romaine (3). Ce point de vue nous paraît difficile à soutenir car lorsque Paul déclare qu'il est impossible de constituer un usufruit par la tradition, mode du *jus gentium*, il est évident qu'il fait allusion au *jus gentium* pris au sens propre du mot, c'est-à-dire à la partie du droit romain accessible aux pérégrins et il donne précisément pour exemple une tradition opérée par ceux-ci (4). De même lorsque ce jurisconsulte pose le principe que l'action *in rem* appartient à celui qui

1. Pline le Jeune. *Correspondance de Pline le Jeune et de Trajan*. V. Pline à Trajan: Est enim peregrinae conditionis, manu missus a peregrina... »

2. Gaius, *Inst.*, II, 65 et 66 ; D. 41, 1 fr. 5 § 7 ; fr. 9 § 3.

3. Kruger, *Histoire des Sources du droit romain* (1894), p. 57.

4. Fr. Vatican 47°. « In re nec mancipi per traditionem deduci « usufructus non potest nec in homine, si peregrino tradatur : « civili enim actione constitui potest, non traditione, quae juris « gentium est ».

a acquis le *dominium*, *aut jure gentium aut jure civili*, il nous apparaît que l'expression *jure gentium* n'a pas un sens vague mais désigne un groupe d'institutions en vigueur dans l'Empire romain. Tout au plus aurait-on pu prétendre que Paul visait ici uniquement la tradition et que l'occupation et l'accession, tout en étant conformes au *jus naturale*, n'étaient pas des modes d'acquisition permis aux pérégrins déditices. Nous ne pensons pas cependant que les Romains aient eu une telle conception du *jus gentium* et du *jus naturale*. Si l'expression *jus gentium* a deux sens un peu différents chez les jurisconsultes romains, nous croyons beaucoup plus simple d'attribuer cette particularité au fait que toute institution admise et sanctionnée par le droit romain et reconnue conforme au droit naturel, faisait en même temps partie du *jus gentium* (1). On s'explique ainsi aisément que Gaius range dans la même catégorie : la tradition, l'occupation et l'accession (1). Ces trois modes d'acquisition sont en accord avec la *naturalis ratio* et rentrent dans le *jus gentium* ; ils pouvaient être utilisés par tous les habitants de l'Empire.

Bien que nous ne possédions guère de textes sur la question, il est permis de supposer que les déditices purent devenir usufrutiers lorsqu'on admit la quasi-tradition des servitudes (2) ; ils constituèrent

1. De telles institutions étaient donc accessibles aux pérégrins aussi bien qu'aux citoyens.

2. Cuq, *Manuel*, p. 14, n° 5.

alors celles-ci sur les fonds provinciaux par pactes et stipulations. Ulpien (1) parle déjà d'un usufruit *non jure constitutus* sur le territoire d'une province.

Les pérégrins déditices purent également invoquer la *præscriptio longi temporis* lorsqu'elle eut été sanctionnée dans leur province. En Egypte, par exemple, elle fut imposée par le rescrit de Caracalla de l'an 199 (2), qui fut affiché à Alexandrie le 19 avril 200 (3).

SECTION IV

Le droit successoral.

§ 1. — TESTAMENT, LEGS ET FIDÉICOMMIS

C'est en manière successorale que se manifeste le plus nettement l'infériorité des pérégrins déditices par rapport aux autres habitants de l'Empire ; incapables de faire un testament ou d'être institués héritiers ils ne peuvent même pas être gratifiés d'un legs par disposition testamentaire. Gaïus (4) en parle longuement dans ses *Institutes* et Ulpien rapproche, sur ce point, le pérégrin déditice du Latin Junien,

1. D., 7, 4, fr. 1 pr. (Ulpien) livre 17, et Fr. du Vatican, n. 61.

2. *Précis Dalloz*, dr. Romain, p. 333.

3. Girard, *Textes*, 5^e éd. p. 202. Rescrit de Sévère et Caracalla.

4. Gaïus, I, 25. « hi vero qui dediticiorum numero sunt, nullo modo extestamento capere possunt, non magis quam quilibet peregrinus, nec ipsi testamentum facere possunt secundum id quod magis placuit. »

en faisant remarquer toutefois que l'incapacité de ce dernier résulte d'une disposition expresse de la loi Junia et non pas des principes généraux du droit. « *Latinus Junianus, item is, qui dediticiorum numero* »
« *est, testamentum facere non potest ; latinus qui-* »
« *dem, quoniam nominatim lege Junia prohibitus* »
« *est ; is autem qui dediticiorum numero est, quo-* »
« *niam nec quasi civis romanus testari potest, cum* »
« *sit peregrinus, nec quasi peregrinus, quoniam* »
« *nullius certæ civitatis civis est, ut secundum* »
« *leges civitatis suæ testetur* » (1). Cette inaptitude à tester ou à être institué soit héritier soit légataire suivant le droit Romain n'était pas spéciale aux déditices ; elle s'appliquait à tous les pérégrins (2), mais tandis que les pérégrins ordinaires pouvaient généralement transmettre leurs biens d'après leur loi nationale, les pérégrins déditices ne pouvaient en aucun cas faire de testament car cette institution n'existait pas dans le *jus gentium*.

Primitivement il était établi que les pérégrins pouvaient recueillir le bénéfice d'un fidéicommiss ; Gaïus nous dit même que c'est dans le but de gratifier des pérégrins que fut imaginée cette institution (3). Mais, peu à peu, les fidéicommiss furent soumis à une réglementation analogue à celle des

1. Ulpien, *Regulæ*, XX, 14.

2. Ulpien, *Regulæ*, XXII, 2.

3. Gaïus, *Inst.*, II-285 : « *ut ecce peregrini poterant fideicommissa capere : et fere hæc fuit origo, fideicommissorum.* »

legs (1) et, au début du II^e siècle, un sénatus consulte (2), rendu sur la proposition de l'empereur Hadrien, décida que la confiscation pourrait être prononcée lorsque ces actes de transmission s'adresseraient à d'autres que des citoyens romains. Ulpien ne fait qu'appliquer le nouveau principe lorsqu'il déclare que le fidéicommis laissé à l'esclave d'un déporté doit appartenir au fisc. Le texte du Digeste renferme ici une double restriction relative à l'amnistie du déporté et à l'aliénation de l'esclave, du vivant du testateur : « Si deportati servo fideicom-
« missum fuerit adscriptum, ad fiscum pertinere
« dicendum est, [nisi si eum deportatus vivo testa-
« tore alienaverit vel fuerit restitutus; tunc enim
« ad ipsum debet pertinere » (3)] .

M. Biondi (4) a montré que cette phrase, suspecte au point de vue de la forme comme beaucoup de propositions commençant par *nisi*, était une addition des compilateurs. Il en est de même d'ailleurs d'un certain nombre d'autres passages où l'on attribue, contrairement aux principes du droit classique, une valeur juridique à des actes nuls *ab initio* par suite de l'incapacité de leur auteur ou du bénéficiaire.

1. Ulpien, *Regulæ*, XXV-6: « fideicommissa dari possunt his
« quibus legari potest. »

2. Gaius, *Inst.*, II-285 : « Sed postea id prohibitum est; et nunc
« ex oratione divi Hadriani senatus consultum factum est ut ea
« fideicommissa fisco vindicarentur. »

3. D., 32, fr. 7, pr. (ulpianus, lib. I, *fideicommissorum*).

4. B. Biondi, *La convalidazione del codicillo fatto dall'inca-
pace*, dans les *Studi in onore di Brugi*, 1911.

A titre exceptionnel suivant Marcellus et Ulpien le déporté pouvait valablement être l'objet d'un fideicommiss laissé par un militaire. Cette solution s'explique aisément car nous savons que les soldats avaient la faculté d'instituer héritiers même des incapables (1).

Nous venons de voir, qu'à l'époque classique, les pérégrins, et en particulier les déditices, ne pouvaient plus recueillir un fideicommiss ; ajoutons qu'il ne leur était pas davantage permis, sous cette même forme, de disposer de leurs biens. Un texte des « Règles » (2) déclare en effet qu'il faut avoir la *testamenti factio* active pour faire un fideicommiss et à un autre endroit, Ulpien soutient le même principe à propos des condamnés (3). Ceux-ci, nous dit le jurisconsulte, n'ont pas le droit de faire un testament ni de laisser un fideicommiss en raison du fait qu'ils ne sont rattachés à aucune cité. Le motif invoqué ici est fort contestable car les pérégrins appartenant à une *certa civitas* ne pouvaient pas davantage faire un testament valable d'après le droit romain ; nous avons vu qu'ils avaient simplement la faculté de tester suivant la loi de leur cité. Nous retiendrons, cependant, de cette remarque

1. D., 32, fr. 7, § 1 : « Si miles deportato fideicommissum reliquerit, verius est... ».

2. Ulpien, *Regulæ*, XXV-4.

3. D., 32, fr. 1, § 2 : « Hi quibus aqua et igni interdictum est, item deportati fideicommissum relinquere non possunt quia nec testamenti faciendi jus habent, quum sint « ἀπολιδες », (id est extorres). »

d'Ulpien que l'incapacité de faire un fideicommiss devait s'appliquer à tous les déditices.

De fréquentes réclamations s'élevaient à Rome au sujet de l'impossibilité dans laquelle se trouvait le déporté de recueillir les dispositions pour cause de mort. Marcien, en particulier, nous signale deux suppliques adressées à l'empereur Antoine Caracalla : dans l'une, un nommé Ulpianus Damascenus exprimait le désir de léguer par fideicommiss à sa mère adoptive ce qui était nécessaire pour assurer sa subsistance ; dans l'autre, une mère demandait, par l'intermédiaire de son affranchi, la permission de laisser quelques objets à son fils déporté. En réponse, l'Empereur publia un rescrit rappelant, tout d'abord, le principe en vigueur de son temps et déclarant qu'il n'y avait aucune raison de le modifier : « neque
« hereditas, nec legatum, nec fideicommissum
« contra mores et jus publicum hujus modi personis
« relinqui potest nec conditio harum personarum
« mutari debet (1). » Toutefois, en raison des sentiments d'affection qui avaient inspiré ces deux demandes, autorisation était accordée aux auteurs des requêtes de laisser aux déportés des aliments et des objets d'usage courant.

1. D., 48, 22, fr. 16.

§ 2. — SUBCESSION AB INTESTAT

Nous allons rechercher maintenant à qui échoyait la succession du pérégrin déditice qui, nous venons de le voir, mourait nécessairement intestat. Sur ce point les jurisconsultes ne nous parlent que des affranchis et des condamnés ; dans chaque cas ils nous indiquent un système différent.

En ce qui concerne les affranchis déditices, le critérium consistait à faire abstraction de leur condition de déditice ; on appliquait alors aux biens qu'ils laissaient les règles propres aux affranchis latins-Juniens ou aux affranchis citoyens, suivant la catégorie dans laquelle ils se rangeaient en vertu de cette fiction (1). Cela semble résulter, pour les uns de la loi *Ælia sentia*, pour les autres de l'interprétation raisonnable de la volonté du législateur par les Jurisconsultes. Lorsqu'on était conduit à assimiler les affranchis déditices aux affranchis latins-Juniens il n'y avait aucune difficulté ; ceux-ci, en effet, ne pouvaient tester (2) et d'après la loi *Junia* tous leurs biens revenaient à leurs patrons, à titre de pécule (3). Dans le cas où l'on devait se modeler sur les affranchis citoyens, il fallait tout d'abord écarter les principes de la transmission testamen-

1. Cuq, *Manuel*, p. 102.

2. Ulpien, *Regulæ*, XX, 14.

3. Gaius, *Inst.*, III, 56.

taire ; il ne pouvait davantage être question de l' « héritier sien », qui se présentait au premier rang (1), puisque aucun déditice ne pouvait avoir la puissance paternelle (2) ; il ne restait donc, en dernière analyse, que le patron ou son fils pour recueillir la succession. Nous arrivons ainsi à cette conclusion que, dans tous les cas, les biens de l'affranchi déditice passaient, après décès, à son patron.

La famille du condamné n'avait aucun droit à la succession de celui-ci lorsque par l'effet de l' « interdiction de l'eau et du feu » ou de la déportation il était devenu un pérégrin déditice (3). Le déporté ne pouvait avoir d'héritier, par le fait qu'il avait perdu le droit de cité, et le fisc recueillait à sa mort tous les biens qu'il avait acquis après sa condamnation (4).

Théoriquement, on serait tenté d'admettre par analogie, que même en dehors des affranchis ou des déportés, les pérégrins déditices ne pouvaient avoir pour successeurs les membres de leur famille. Mais il ne paraît pas vraisemblable que des régions entières, telles que la majeure partie de l'Egypte, aient connu un tel régime et, en fait, il semble que l'Etat romain ait laissé aux descendants ou aux col-

1. Gaius, *Inst.*, III, 40.

2. Gaius, III, 2

3. Desserteaux, *Capitis deminutio*, II, 2, p. 437-439.

4. D., 48-22, fr. 15, pr. (Marcianus) : « ... et postea quæsitæ pignori dare potest, nisi in fraudem fisci, qui ei mortuo successurus est, ea obliget... »

latéraux du *de cujus* la jouissance de tous les biens. Nous trouvons une preuve de cet état de choses dans une sentence rendue par le délégué d'Egypte, en l'an 135 ap. J.-C., sur une action en pétition d'hérédité *ab intestat* intentée par une Egyptienne (1). Les règles coutumières relatives aux successions *ab intestat* étaient, suivant les cas, confirmées ou modifiées par les édits des gouverneurs de la province; le droit honoraire venait ensuite sanctionner un régime successoral utilisé, sans doute, par les pérégrins déditices, mais ne présentant aucune valeur ni au point de vue du *jus civile*, ni au point de vue du *jus gentium*.

Nous terminerons ce chapitre en constatant que, d'une manière générale, il ne faut pas se limiter à l'étude du *jus gentium* pour connaître l'ensemble complet des institutions applicables aux pérégrins. Chaque région avait ses coutumes propres qui acquéraient une valeur juridique aux yeux des Romains dès l'instant où l'édit du gouverneur de province venait les promulguer (2). Il faut donc réserver, dans la question des déditices, une assez large place au droit local; exception faite cependant pour les affranchis et les condamnés qui ne pouvaient recourir à d'autres règles que celles du droit des gens. Ajoutons enfin que les pérégrins ordinaires se

1. Girard, *Textes*, 5^e éd., p. 902.

2. Girard, *Textes*, 177-179. Edits du Préfet d'Egypte réglant la propriété foncière et approuvant, dans une large mesure, le droit appliqué à l'époque Ptolémaïque.

différentiaient principalement des pérégrins déditices en ce que : dans leur *civitas* et dans leurs rapports communs, le droit des *peregrini certæ civitatis* était applicable en dehors de toute reconnaissance expresse des gouverneurs.

QUATRIÈME PARTIE

DE L'IMPOSSIBILITÉ POUR LES DÉDITICES DE DEVENIR CITOYENS ROMAINS

Les pérégrins déditices étaient les seuls habitants libres de l'Empire qui ne pussent acquérir directement la qualité de citoyen romain. Gaius nous déclare, à ce sujet, qu'aucune disposition légale ne leur donnait accès à la cité romaine... « nec ulla
« lege ant senatus consulto ant constitutione princi-
« pali aditus illis ad civitatem romanam datur (1). » L'écrivain Juif Josèphe (2) nous confirme également que, ni les rois, ni les empereurs n'ont jamais accordé aux Egyptiens le droit de cité. Il paraît donc bien établi qu'il n'existait pour les pérégrins déditices aucun moyen direct d'obtenir cette faveur, mais certains textes nous révèlent qu'ils pouvaient y arriver par

1. Gaius, *Inst.*, I, 25. Il faut signaler cependant, à titre exceptionnel, le cas du condamné qui, après avoir été amnistié, était réintégré par la faveur impériale dans ses droits de citoyen.

2. Josèphe, *Contra Apionem*, 2-4 « μονοις Αιγυπτιοις οι κυριοι...
« ουν πολιτειας απειρηχασιν ».

un procédé détourné consistant à se faire admettre, au préalable, parmi les membres d'une cité pérégrine et à demander ensuite la naturalisation en qualité de citoyen d'une *certa civitas*. Nous en trouvons un exemple dans la correspondance échangée entre l'Empereur Trajan et Pline le jeune : celui-ci, après avoir demandé le droit de cité pour son médecin Harpocras, raconte dans une seconde lettre à l'Empereur qu'il aurait dû solliciter pour lui la qualité de citoyen d'Alexandrie d'abord, de Rome ensuite, en raison de son origine (1). La réponse de Trajan (2) montre qu'il s'agissait là d'un privilège difficilement accordé, car le but proposé était de tourner une règle de droit tout à fait absolue. Ainsi que le fait remarquer M. Jouguet (3), Harpocras devait être rattaché à la cité d'Alexandrie parce qu'il était du nome Memphitique (4).

Il est probable que les Empereurs se montraient beaucoup moins sévères lorsqu'il s'agissait d'admettre des Egyptiens dans les légions, car nous trouvons dans les inscriptions du II^e siècle deux légionnaires, originaires de Thèbes et de Tanis, qui

1. Plinius, *Traiano imperatori*, VI : « ... admonitus sum a peritioribus debuisse me ante ei Alexandrinam civitatem impetrare, « deinde Romanam, quoniam esset Ægyptius. »

2. Traianus, *Plinio*, VII : « Civitatem Alexandrinam secundum « institutionem principum non temere dare proposui. Sed cum « Harpocrati... jam civitatem romanam impetraveris, huic « quoque petitioni tuæ negare non sustineo... »

3. Jouguet, *La vie municipale dans l'Égypte romaine*, p. 74.

4. Ep. X, ad Traianum, *Esse autem Harpocrau* « νομού Μεμφιτικου » *indico tibi*.

semblent avoir été citoyens d'Alexandrie ou de Ptolémaïs au moment de leur incorporation (1).

L'édit d'Antonin Caracalla, de l'année 212 ap. J.-Ch., qui accordait le droit de cité aux pérégrins de l'Empire, ne paraît pas avoir modifié la condition des pérégrins déditices. Dans la restitution du texte mutilé de l'édit, qui nous a été transmis par le *Papyrus de Giessen* (2), la plupart des commentateurs admettent les mots : «χωρίς των δεδειτικίων» ce qui signifierait que l'Empereur excluait formellement les déditices du bénéfice de ses dispositions (3).

De nombreuses controverses se sont élevées à l'occasion de l'interprétation de ce texte. M. Bickermann (4) pense, tout d'abord, que le *Papyrus de Giessen* ne nous donne pas l'édit de 212, mais un édit complémentaire de celui-ci qui aurait été promulgué en 213. Il soutient d'autre part que le terme «*déditices*» ne s'appliquerait ici qu'aux barbares qui se sont rendus à merci ou qui ont été livrés. M. J. Fleury, dans la *Revue Historique* (5), réfute avec succès les différents points de cette thèse.

Il faut encore signaler que, pour certains auteurs

1. Jouguet, «*La vie municipale*», p. 74.

2. *Papyrus de Giessen*, n° 40, Girard *Textes*, p. 204-205. On a récemment trouvé une allusion épigraphique à la Constitution de Caracalla dans l'inscription de l'arc de triomphe de Volubilis en Mauritanie Tingitane.

3. Meyer, *Papyrus de Giessen*, I 2, 1910, p. 330-333.

4. Elias Bickermann, *Das Edikt des Kaisers Caracalla*, p. 23-25.

5. *Revue Historique de droit Français et Etranger*, avril-juin 1928, pages 268 à 270.

récents (1), le mot *déditice* du papyrus se rapporterait non pas à des individus mais à des villes. Le droit de cité aurait donc été étendu, en principe, à tous les pérégrins, sans exception, de l'Empire romain : « Διδῶμι τοῖς συναπασιν ξενοῖς τοῖς κατὰ τὴν οἰκουμένην « πολιτείαν Ῥωμαίων μενοντος », et la Constitution aurait maintenu le régime des diverses villes : « παντός γενούς « πολιτευμάτων », à l'exception des villes déditices, stipendiaires : « χωρὶς τῶν δεδειτικῶν », dont l'Empereur Caracalla aurait, sans doute, voulu pouvoir modifier l'administration comme il paraît l'avoir fait pour la Gaule.

Ainsi que le fait remarquer M. Meyer (2), en s'en tenant uniquement au libellé du papyrus, la théorie soutenue par MM. Segré et Capocci serait admissible car il est plus logique de rattacher les mots : « Χωρὶς τῶν δεδειτικῶν » à la phrase qui les précède immédiatement que de les considérer comme une restriction au principe posé dans un membre de phrase plus éloigné. Mais si, de la critique textuelle,

1. Segré, « Di nuovo sull' editto di Caracalla relativo alla concessione della cittadinanza romana e sul papiro di Giessen, « 40. » (Bull. Ist. diritto romano, XXXII, 1922, p. 190) et « Editto « di Caïacalla sulla concessione della cittadinanza romana e il « papiro di Giessen, 40 » (Studi in onore di Perozzi, 19525, p. 139-219). Capocci, *La Constitutio Antoniniana* dans les *Memorie della R. Accad. mia dei Lincei*, classe des Sciences Morales, historiques et philologiques, 6^e série, vol. I, fasc. 1. Roma, 1925. Cet ouvrage fait l'objet d'un compte rendu de M. Lecrivain dans la *Revue Historique*, 1926, p. 89-90.

2. Meyer, *Zur Constitutio Antoniniana* dans la *Zeitschrift der Savigny Stiftung*, 1926, t. XLVI, p. 264-267. *Romanistische Abteilung*.

on passe à la réalité des faits, on constate que le système proposé se heurte à une double impossibilité. D'une part, Caracalla ne pouvait avoir eu en vue les *civitates dediticiæ* puisqu'il n'en existait pas ; les déditices étaient, nous l'avons dit : les *peregrini nullius civitatis*. Il n'est pas non plus démontré que l'Empereur ait joué un rôle important dans l'extension du régime municipal ; M. Jouguet (1) nous apprend que, dans l'Égypte romaine, l'octroi de l'autonomie aux métropoles est antérieur à la *Constitutio Antoniniana* et que les bourgs n'ont, en aucune façon, été élevés au rang de cités après l'édit.

En second lieu il n'est pas vraisemblable que Caracalla ait concédé le droit de cité romaine à tous les pérégrins de l'Empire car on peut facilement établir qu'il en existait encore un grand nombre après son règne. Les *tabulæ honestæ missionis* citées par M. Meyer (2) montrent la survivance de latini et de peregrini, parmi lesquels se recrutait la plupart des *equites singulares* et des marins de la flotte. Un diplôme militaire, relatif à la conscription en Pannonie inférieure sous le règne d'Alexandre Sévère, parle de décurions et de centurions des *milites castellani* qui n'ont pas de civitas (3) ; dans bon nombre de diplômes, postérieurs à l'édit de

1. Jouguet, *La vie municipale*, p. 347-357.

2. Meyer, *Zur constitutio Antoniniana* dans la *Zeitschrift der Savigny stiftung*, 1926, t. XLVI, p. 265.

3. Diplôme n° 90, C. I. L., supplément, p. 2001.

Caracalla, nous voyons des soldats, citoyens romains, recevoir après le licenciement le *connubium* avec des *peregrini juris feminæ* (1). Enfin, si l'on en juge par la sanglante insurrection de l'année 215 réprimée par l'empereur lui-même (2), les Egyptiens n'auraient pas tiré un grand avantage de la *Constitutio Antoniniana*. Ceux qui furent chassés d'Alexandrie étaient, très probablement des déditices et, dans les statistiques dressées par M. Meyer, nous constatons qu'après l'édit de 212 il existe encore beaucoup d'hommes libres qui ne portent pas le prénom d' « Αὐρηλιος », adopté par les nouveaux citoyens (3).

Pour ne pas se mettre en contradiction, d'une manière trop manifeste, avec les sources égyptiennes, MM. Segré et Capocci ont reconnu que les habitants de l'Egypte avaient une situation particulière parmi les provinciaux (4). Cette concession ne nous satisfait pas encore puisque nous venons de voir que des latins et des pérégrins ont subsisté

1. Diplômes n° 83, année 216 et n° 84, année 221, du C. I. L., III, 2, p. 891 ; Meyer, *Zur constitutio Antoniniana*, *op. cit.*, p. 265 mentionne d'autres diplômes.

2. La constitution rendue par Caracalla à cette occasion est reproduite dans Meyer, *P. de Giessen*, I, 2, 41 ; *Zur constitutio Antoniniana*, p. 266.

3. Meyer, *Das heerwesen der Ptolemaer und Römer in Ægypten*, p. 136 ; Jouguet, *La Vie Municipale*, p. 354-355. Nota : Cet argument vient ici comme appoint mais il n'est nullement décisif car M. Bickermann, *op. cit.*, 27-31 a montré très justement que dans la vie privée et parfois même dans le texte des actes juridiques, on négligeait d'indiquer le prénom d'un citoyen.

4. Segré, *Studi Perozzi*, *op. cit.*, p. 178.

également dans les autres provinces ; de plus, elle réduit à néant l'argument essentiel invoqué par MM. Segré et Capocci pour défendre leur interprétation de la *Constitutio Antoniniana*. S'ils admettent en effet, que les égyptiens ont pu être écartés de la Constitution sans qu'aucun texte de l'époque ne l'ait signalé, comment peuvent-ils ensuite faire état du silence d'Ulpien et de Dion Cassius (1) pour soutenir que l'édit de Caracalla ne souffrait pas d'exception ! (2) On a d'ailleurs expliqué, depuis longtemps déjà, pourquoi Ulpien et Dion Cassius ne nous parlent pas des restrictions faites par Caracalla : Dion se borne à nous signaler la réforme de 212, non en juriste mais en historien, sans chercher dans les détails (3) ; quant à Ulpien, il ne faut pas oublier que son œuvre nous est parvenue par le Digeste (4), compilation du Bas-Empire qui reflète le droit du ^{vi}e siècle ; il ne serait donc pas surprenant, comme le fait remarquer M. Collinet (5), que le texte ait été remanié, sur ce point, par les compilateurs qui, pour le mettre en harmonie avec le droit de leur temps, en auraient retranché les mots : *exceptis dediticiis* ou *præter dediticios*.

Il est admis, sans contestation, que l'édit de Caracalla n'a eu aucune influence sur la condition juri-

1. Dion Cassius, *Ep.* 77-9.

2. *Sic* : Meyer, *loc. cit.*, p. 265.

3. Bry, *L'Edit de Caracalla*, p. 37-40.

4. D. I, 5, f. 17 (Ulpien).

5. Collinet, *Le Papyrus de Giessen sur la Constitutio Antoniniana*. *N. Revue Historique de droit*, 1909, p. 507.

dique des condamnés et des affranchis déditices. Le Digeste nous apprend que les condamnés à la déportation sont encore des « ἀπολιδεις » au VI^e siècle ; quant aux affranchis déditices, nous savons qu'ils ne furent supprimés que par Justinien, qui attribue à la désuétude seule la disparition progressive des déditices (1).

En résumé, deux des trois catégories de déditices, les condamnés et les affranchis, ont persisté incontestablement jusqu'au Bas Empire. Pour la troisième catégorie, les Egyptiens n'ont certainement pas bénéficié de la constitution du 212 et nous avons de fortes raisons de penser, comme nous y invitent les mots « χωρις των δεδευτικων » du papyrus de Giessen, que l'empereur Caracalla a maintenu dans leur condition juridique antérieure les autres pérégrins déditices, autrement dit, tous ceux qui n'étaient pas compris dans l'organisation municipale du type gréco-romain (2).

1. Code de Justinien, VII, 5. Const., 1.

2. On peut admettre que les latins-Juniens étaient, eux aussi, dans une certaine mesure, des pérégrins déditices, puisqu'ils ne faisaient partie d'aucune cité latine. On s'expliquerait ainsi qu'ils aient subsisté jusqu'à Justinien.

CONCLUSION

LA DISPARITION DES PÉRÉGRINS DÉDITICES AU COURS DU BAS-EMPIRE

Le nombre des pérégrins déditices a été sans cesse en diminuant au fur et à mesure que se développait l'organisation municipale dans les différentes régions de l'Empire.

En Egypte, les anciennes métropoles devinrent rapidement de véritables civitates et les habitants ne furent plus dès lors soumis à la « λαογραφία » sous sa forme ancienne. La population des villages fut plus lente à se transformer et au ^v^e siècle après J.-Ch., nous trouvons encore sous Théodose II des Egyptiens, non Romains, que la constitution de 445 dénomme : *homologi coloni* (1). Il faut enfin mentionner les naturalisations, particulièrement nombreuses au Bas-Empire, qui vinrent encore réduire le nombre des non citoyens.

Dans les autres provinces romaines nous assistons à la même évolution. Il est question de pérégrins déditices dans deux rescrits de Dioclétien : l'un prohibant l'adoption à titre de frère chez les pérégrins, l'autre interdisant d'avoir deux femmes

1. Code Théodosien, II, 24, 6.

à celui qui est *sub dicione Romani nominis* (1).

Une Constitution de Constantin, affichée à Carthage en l'an 336, contient encore une disposition relative aux pérégrins ; la comparaison des deux versions qui nous ont été transmises, l'une par le code Théodosien, l'autre par le code de Justinien, a permis de constater que les compilateurs avaient remplacé le mot *peregrinos* par *alienos* (2). Nous savons aussi par une inscription que, sous ce même empereur, il existait encore des pérégrins à Briançon, dans la province des Alpes-Maritimes (3). Par la suite nous ne trouvons plus aucun renseignement sur le sujet qui nous occupe et Justinien déclare qu'à son époque la condition juridique de pérégrin déditice était tombée en désuétude.

Si l'expression *pérégrin déditice* ne se rencontre plus au Bas-Empire, il existe encore cependant des hommes libres qui se trouvent dans une situation inférieure, rappelant celle de la classe que nous avons vu disparaître. Tout d'abord le *colonat*, semble s'être substitué à la *pérégrinité* et il est très possible que des recherches approfondies permettent d'établir un jour un véritable lien de filiation entre les colons et les pérégrins déditices. Nous avons en second lieu les barbares qui, à l'instar des

1. C, VI-23, const. 7, 285 : « Nec apud peregrinos fratrem « sibi quisquam per adoptionem facere poterat ». C, V-5, const. 2, « 285 : « Neminem qui sub dicione sit Romani nominis, binas « uxores habere posse vulgo patet... ».

2. C. Theodosien, IV-6-3 et C, V, 27, const. 1.

3. C. 1. L., XII-94.

Goths et des Ethiopiens, étaient installés près des frontières et ne jouissaient que d'une capacité très limitée (1). Nous trouvons enfin des individus privés du droit de cité à titre de peine. Les compilateurs ont, en effet, maintenu au Digeste les textes indiquant que les déportés étaient « ἀπολιδῆς », ce qui signifie bien qu'ils perdaient la qualité de citoyen par l'effet de la condamnation.

Ainsi donc : colons, barbares, nous rappellent, à des degrés divers, les pérégrins déditices du Haut Empire et nous arrivons à cette conclusion que la grande œuvre d'unification, proclamée par la Constitution de 530 (2), est beaucoup plus apparente que réelle (3). Seuls les affranchis, qui deviennent citoyens romains au lieu d'être latins juniens ou déditices, paraissent avoir effectivement profité des mesures législatives prises par Justinien (4).

1. Cuq, *Manuel*, 1917, p. 94.

2. C, VII-5, coust. 1. « Dediticia condicio nullo modo in posterum nostram rem publicam molestare concedatur, sed si penitus deleta, quia nec in usu esse reperimus, sed vanum nomen hujus modi libertatis circumducitur. »

3. Girard, *Manuel*, 7^e éd., p. 124 : « Si le nom de l'ancienne « pérégrinité » a par suite à peu près complètement disparu, la « chose existe toujours. »

4. *Institutes* de Justinien, I, V-3 (de libertinis).

Vu : le Président de la thèse,

GIFFARD.

Vu : le Doyen,
BERTHÉLEMY.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

Texte reconstitué du papyrus de Giessen (Girard, Textes, p. 204-205).

Αὐτοκράτωρ Καίσαρ Μάρκος Αὐρηλῖος Σεουνῆρος] Ἀντωνινός] Σε[βαστός] λέγει Νόνι δε..... Χρ]η μάλλον ἀν[αβαλομενον τας] αιτίας κ[α]ι το[υς] λ[ιβ]ελλο[υς] [ζητεῖν, ὅπως ἀν τοῖς θ] εἰς τ[οις] ἀβ[αν]χτοῖς εὐχ[ρι]στήσαιμι ὅτι τῇ τοιαύτῃ [νιχῇ..... σφο]ν ἡμε συν[ετη]ρησαν. Τοιγαρουν νομιτω[ο]υτω με || γαλοπρεπως και ευσε β[ω]ς δυ[να]σθαι τῇ μεγα λει[ο]τητι αὐτων το ικανον ποι εἰν, εἰ τοὺς ξενους, οσακίς εαν υπεισελ θ[ωσ]ιν εἰς τοὺς ἡμους ἀν[θρ]ωπος, εἰς τας θρησκειας τω[ν] θεων συνεπενεγ[χοι]μι Διδωμι τοις σ]υναπα σιν ξενοις τοῖς κατὰ τὴν οἰκου μενην π[ολιτ] εἰαν Ρωμαιων μενοντος παντος γένους πολιτευμ[α] των, Χωρ[ις] των [δεδ]ειτικιων Ο[φ]εἰλει γὰρ το [πλητος — οὐ μενον—] νειν παντα, ἀ[λλ]α ἡδὲ κ[α]ι τῇ νικῇ ἐνπεριε λεισθαι. Τοῦτο δὲ το διαταγμα ε[....]ι λωσεν [τὴν] μεγαλειότητα το[υ] Ρωμα[ι]ων δήμου δια το τὴν αὐτὴν.....]ν περὶ τοὺς [....]ς γεγενῆσθαι ἡπερ δὲ [.....των κα]ταλειφ[θετων.....]ων τω[ν] ἐχαστης Χωρας.....]ν τω[.....]ος [.....,] [.....] ὅτι [.....] [.....] ὁλω.

Traduction : « Imperator Cesar Marcus Aurelius Severus
« Antoninus Augustus dicit : Nunc vero... quortet, magis
« differens querellas et libellos, quærere quomodo diis im-
« mortalibus gratias agerem utistæ | victoriae... gratiæ occa
« sio mihi contingat. Itaque, existimo sic mag || nifice et
« religiose posse majestati eorum satisfacere, si peregrinos
« quotiens cumque subingrediantur in meos homines, in
« religiones deorum inducam. Do omnibus peregrinis qui
« sunt in orbe civitatem Rouranam manente | quocumque

« genere rerum publicarum, *exceptis dediticiis*. Oportet
« enim || omnia.... Jam et nunc.... || rem pariter
« majestati romani | populi..... erga peregrinos eve-
« nisse. Super autem | reliquos.... cujuscumque | regio-
« nis. | —.

Appleton. — « Histoire de la propriété prétorienne et de
l'action Publicienne », t. I, 1889.

Bickermann (E). — « Das Edikt des Kaisers Caracalla in
P. Giessen ». Berlin, 1926.

Biondo-Biondi. — « La convalidazione del codicillo fatto
dal incapace » (dans les Studi in onore Brugi, 1911).

Bry (J.). — « L'Edit de Caracalla de 212 » (dans les Etudes
d'histoire juridique offertes à P. F. Girard. Paris,
1912, 1).

Capocci. — « La Constitutio Autoniniana » (dans les :
Memorie della R. Accademia dei Lincei, classe des
sciences morales, historiques et philologiques,
6^e série, vol. I, fasc. I. Roma, 1925).

Chapot (V.). — « Le monde romain ». Paris, 1927.

Chénon (E.). — « Histoire générale du droit français public
et privé », t. I, Paris, 1926.

Colin (M.). — « Beiträge zur Bearbeitung des Römischen
Rechts » I, 2 (Zur Lehre von der capitis deminutio.
Berlin, 1880).

Collinet. — « Etudes historiques sur le droit de Justinien,
t. I, 1912, p. 161-163.

— « Le papyrus de Giessen sur la Constitutio Auto-
nimiana » (Nouvelle revue historique de droit,
1909, p. 507).

Guq. — « Manuel des institutions juridiques des Romains ». Paris, 1917.

Desserteaux (F.). — « Etudes sur la formation historique
de la Capitis deminutio », t. I, 1909 (Compte rendu
de M. Michon dans la Nouv. Revue historique de
droit, 1909, p. 362); t. II, 1919, fasc. I; 1926, fasc. 2,

— « Capitis deminutio maxima et media, fidejussio,

- obligation naturelle et confiscation » (Dans les mélanges du droit Romain dédiés à Georges Cornil p. 183-213. Paris, 1926).
- Erman.* — « Zeitschrift der Savigny Stiftung », t. XI, 1890, p. 271 et suiv.
- Girard (F.).* — « Textes de droit Romain », 5^e éd., 1923.
- « Histoire de l'organisation judiciaire des Romains », t. I. Paris, 1901.
- « Manuel Elémentaire de droit romain », 7^e éd. Paris, 1924.
- Homo (L.).* — « L'Italie primitive et les débats de l'impérialisme romain ». Paris, 1925.
- Jouguet (P.).* — « La vie municipale dans l'Egypte romaine ». Paris, 1911.
- Juster (J.).* — « Les Juifs dans l'Empire romain, leur condition juridique, économique et sociale », 2 vol. Paris, 1914.
- Krüger (H.).* — « Histoire des Sources du droit romain ». Trad. Brissaud, 1894, p. 56-58 et 164-165.
- Lenel (O.).* — « Das Edictum perpetuum », 3^e éd. Leipzig, 1927, p. 189.
- Marquardt.* — « De l'organisation financière chez les Romains ». Trad. Vigié. Paris, 1888.
- Meyer (P.).* — « Das Heerwesen der Ptolemaer und Römer in Egypten ». Leipzig, 1900.
- « Zur Constitutio Antoniniana » dans la Zeitschrift der Savigny Stiftung, 1926, t. XLVI, 264-267.
- « Griechische Papyri in Museum des Oberhessischen Geschichtsverein zu Giessen », I, 2, 1910, p. 25-45 ; III, 1912, p. 164-165.
- Mitteis.* — « Reischrecht und Volksrecht », 1891.
- Mommsen (Th.).* — « Ledroit Public romain », trad. P. F. Girard, t. VI, fasc. 1 et 2.
- « Le droit pénal romain », trad. Duquesne, 3 vol. 1917.
- Segré.* — « L'editto di Caracalla sulla concessione della cittadinanza romana e il papiro di Giessen », 40-1 (dans

les : Studi in anore di silvio Perozzi, 1925, p. 139-219).

Wilken (U.). — « Griechische Ostraka aus Ägypten und Nubien ». Leipzig, 1899, t. I.

— « Grundzuge und Chrestomathie der Papyruskunde », t. I et II. Leipzig, 1912.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	5

PREMIÈRE PARTIE

« LA NOTION DE PÉRIGRIN DÉDITICE. »

Définitions.....	7
Evolution de l'idée.....	9
Période de transition.....	13

DEUXIÈME PARTIE

« LES DIFFÉRENTES CATÉGORIES DE PÉRÉGRINS DÉDITICES. »

CHAPITRE PREMIER. — Les habitants de certaines ré-	
gions de l'Empire.....	18
Les Egyptiens.....	18
Les Juifs en Egypte.....	20
Royaume du Norique.....	23
La Nation Juive.....	23
Les Barbares.....	26
CHAPITRE II. — Certaines catégories de condamnés, la	
« medica capitis deminutio ».....	27
Sous la République.....	27
Sous l'Empire.....	29
Les Travaux Publics.....	31
CHAPITRE III. — Les affranchis déditices.....	
La loi Ælia Sentia.....	33

TROISIÈME PARTIE

« LA CONDITION JURIDIQUE DES PÉRÉGRINS DÉDITICES ET LE JUS GENTIUM. »

CHAPITRE PREMIER. — Notions générales.....	35
Les pérégrins ont-ils toujours été des hommes libres?.....	35
La « pessima libertas » des déditices.....	37
La défense de séjourner à Rome.....	37
CHAPITRE II. — Le droit applicable aux déditices....	39
Généralités.....	39
Section I. — Procès concernant les pérégrins déditices.	40
Les magistrats et tribunaux compétents.....	40
Section II. — Droit des personnes, le mariage du droit des gens.....	42
Le cas de « justæ causæ erroris probatio ».....	43
La condition juridique des enfants.....	44
La « patria potestas ».....	45
Section III. — Les obligations et les biens.....	46
Généralités.....	46
Les obligations.....	48
La propriété et les droits réels.....	50
Section IV. — Le droit successoral.....	55
Testament, legs et fideicommiss.....	55
Succession « ab intestat ».....	60

QUATRIÈME PARTIE

« DE L'IMPOSSIBILITÉ POUR LES DÉDITICES DE DEVENIR CITOYENS ROMAINS. »

Les déditices ne peuvent accéder directement à la cité romaine.....	65
Pline et son médecin Harpocras.....	66
L'Edit de Caracalla de 212.....	67

Controverses au sujet de l'édit de Caracalla :	
Bickermann	67
Segré et Capocci	68
CONCLUSION	73
Diminution progressive du nombre des déditices ..	73
Colons, barbares et déportés sous Justinien	74
BIBLIOGRAPHIE	77

